

Niveau(x) d'enseignement: 0  
Centre d'intérêt: 630

Numéro EDUG : 8770755

Moore, Robert, 1925-.

Le droit d'auteur et l'accès au patrimoine culturel dans le monde de l'éducation : propositions en vue d'une révision éventuelle de la loi canadienne concernant le droit d'auteur : partie supplémentaire concernant les émissions éducatives et appendices / Robert Moore. -- [Québec] : Service général des moyens d'enseignement, 1973.  
107 f. ; 28 cm.

Comprend du texte en anglais. Titre de la couv. : Documents de travail sur le droit d'auteur en éducation, VII. Comprend des bibliogr.

Vedette(s)-secondaire(s): Québec (Province) Service général des moyens d'enseignement

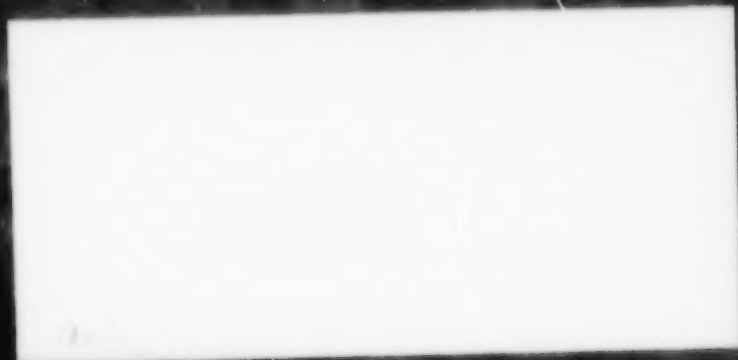
Descripteur(s): Droits d'auteur \* Loi fédérale \* Télévision éducative \* Radio scolaire

Identificateur(s) de nom: Conseil des Ministres de l'éducation (Canada) \* Etats-Unis \* Grande-Bretagne

Identificateur(s) de sujet: Accès au patrimoine culturel \* Loi canadienne sur le droit d'auteur

La loi canadienne du droit d'auteur, datant de 1921, n'a pu prévoir l'évolution de la télévision éducative et elle demeure muette face aux principales données du problème. L'auteur fait le point sur la question et suggère quelques orientations. C'est l'objet de cette partie supplémentaire, qui vient compléter les considérations faites dans un document précédent: "Le droit d'auteur et l'accès au patrimoine culturel dans le monde de l'éducation. Propositions en vue d'une révision éventuelle de la loi canadienne concernant le droit d'auteur". Trois appendices complètent le document: 1. Documents illustrant des problèmes de droit d'auteur en éducation; 2. Travaux du comité des moyens d'enseignement, Conseil des Ministres de l'Éducation du Canada; 3. Les éducateurs et la révision de la loi aux Etats-Unis.

Type de document: r



**DOCUMENTS DE TRAVAIL**  
sur le droit d'auteur en éducation

VII

Le droit d'auteur et l'accès au patrimoine culturel dans le monde de l'éducation

Propositions en vue d'une révision éventuelle  
de la loi canadienne concernant le droit d'auteur

Partie supplémentaire  
concernant les émissions éducatives et appendices

Le droit d'auteur et l'accès au patrimoine culturel  
dans le monde de l'éducation

Propositions en vue d'une révision éventuelle de la loi  
canadienne concernant le droit d'auteur

Partie supplémentaire  
concernant les émissions éducatives  
et appendices

S.G.M.E.  
20 février 1973

Robert Moore

## TABLE DES MATIERES

|                                                                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Avant-propos .....                                                                                            | 1  |
| 1. La loi canadienne actuelle et la télévision éducati-<br>ve .....                                           | 2  |
| 1.1 Quelques distinctions à propos des émissions<br>éducatives .....                                          | 2  |
| 1.2 La loi canadienne actuelle .....                                                                          | 3  |
| 2. Le problème au Conseil des Ministres de l'Education<br>du Canada .....                                     | 5  |
| 3. La loi britannique de 1956 .....                                                                           | 7  |
| 4. Les différentes positions aux Etats-Unis depuis qu'on<br>a entamé le processus de revision de la loi ..... | 8  |
| 5. Recommandations .....                                                                                      | 11 |
| Conclusion .....                                                                                              | 19 |

### Appendices

- I- Documents illustrant des problèmes de droit  
    d'auteur en éducation
- II- Travaux du comité des moyens d'enseignement,  
    Conseil des Ministres de l'Education (Canada)
- III- Les éducateurs et la revision de la loi aux  
    Etats-Unis

AVANT-PROPOS

La radiodiffusion éducative au Canada cherche encore sa voie, mais elle est certainement vouée à un grand développement: à tout instant, surgissent de nouvelles utilisations de la radio et de la télévision pour des fins éducatives. Il est, par ailleurs, évident que l'actuelle loi canadienne du droit d'auteur n'a pu prévoir cette évolution des choses et on comprend qu'elle demeure muette face aux principales données du problème.

Même si la situation est appelée à évoluer, aussi bien du point de vue pédagogique que du point de vue technique, il y a lieu de faire le point sur la question et de suggérer quelques orientations. C'est l'objet de cette partie supplémentaire qui vient compléter les considérations faites dans mon étude, particulièrement à la recommandation 3.

1. La loi canadienne actuelle et la télévision éducative

1.1 Quelques distinctions à propos des émissions éducatives

1.1.1 La diffusion par antenne

Les stations du réseau d'Etat ou de réseaux privés (et même une station réservée à l'éducation à Toronto) diffusent

- des émissions scolaires destinées aux écoles, v.g. "Faisons de la musique";
- des cours qui prolongent l'action des Services d'Education permanente, donnant parfois lieu à une inscription académique, à des examens, etc. v.g. CKTM-TV de Trois-Rivières (cours sur la décoration intérieure) et CBF-FM (actuellement, cours sur le Québec);
- des émissions culturelles de toute sorte.

1.1.2 La diffusion par câble

Les câblodiffuseurs commerciaux de même que les systèmes de diffusion à l'intérieur des écoles transmettent

- des émissions scolaires à l'intention d'une ou plusieurs classes: le Scarborough College a fait une expérience gigantesque;

- des émissions scolaires à l'intention d'étudiants régulièrement inscrits qui suivront le cours à domicile, v.g. le C.E.G.E.P. de Trois-Rivières;
- des émissions culturelles, v.g. Radio-Québec.

## 1.2 La loi canadienne actuelle

- 1.2.1 Pour l'instant, seule la radiodiffusion (radio et TV) constitue un acte réservé à l'auteur et oblige à payer des redevances.
- 1.2.2 La diffusion par câble ne constitue pas un acte réservé, toutefois si le câble permet de rejoindre un public, on se trouve en présence d'une public performance et la situation devient différente. En principe, une classe n'est pas une réunion publique et je suis porté à croire que rejoindre plusieurs classes par câble nous laisse dans le domaine des représentations privées.
- 1.2.3 Les précisions qu'on vient de donner concernant les représentations "live". Si l'on enregistre le programme éducatif

préalablement à sa diffusion, on se trouve devant un cas de reproduction (recording) et alors, il s'agit d'un autre acte réservé à l'auteur.

- 1.2.4 Comme dans bien des pays, il est probable que le Canada légiférera un jour sur la diffusion par câble (libérant sans doute de redevances la rediffusion qui ne fait que prolonger les services des radiodiffuseurs). Il faudra alors définir dans ce nouveau contexte, la position de la diffusion éducative.

2. Le problème au Conseil des Ministres de l'Education du Canada

Les propositions qui précèdent expliquent certaines questions que posait le Comité des Moyens d'Enseignement du Conseil des Ministres de l'Education du Canada, lors de son enquête auprès des ministères des différentes provinces (1).

- 2.1 On demandait si on devait admettre comme fair use "a performance which is part of systematic instructional activities in any school or educational institution", incluant sous le mot performance n'importe quelle exécution "through any kind of media, electromagnetic or otherwise".

La réponse fut unanimement affirmative. On acceptait donc comme équitable de diffuser librement tout ce qui était dirigé vers les écoles et entraînait dans le cadre du programme scolaire.

- 2.2 On demandait en second lieu si l'on pouvait considérer comme équitable "a performance which is part of private or individual study, research, etc." Sous cette expression, il me semble qu'on peut voir le cas de personnes recevant des cours à la maison, via la radio, la TV ou le câble.

---

(1) Comme supplément à ce rapport, j'ai compilé séparément de nombreux documents se rapportant aux études menées par le Comité.

Sur cette question, il n'y eut pas unanimité parmi les personnes interrogées: on s'éloignait du concept d'émissions scolaires.

- 2.3 La troisième question parlait de "performance in the course of the activities of the school for which no admission fee is charged". C'était très général et n'importe quelle représentation organisée par une école aurait pu être exempte de redevances. Il n'y a pas eu unanimité.
- 2.4 D'après les renseignements que j'ai obtenus, l'opinion du ministère de l'Éducation du Québec fut la suivante: on était favorable dans les deux premiers cas; on ne pouvait se prononcer sur le troisième. Ce qui veut dire, si je comprends bien, qu'on accepterait de libérer toute diffusion à caractère scolaire, dirigée vers les écoles ou non.
- 2.5 Il faut constater que l'enquête posait la question sous l'angle de l'usage équitable. Je la poserais plutôt selon la distinction entre le public et le privé, terrain qui me semble plus ferme pour une discussion sur le problème.

3. La loi britannique de 1956

3.1 En Angleterre, la diffusion par antenne constitue un acte réservé à l'auteur, de même que la transmission aux abonnés à un service de diffusion.

3.2 Je ne connais pas d'exception à ces dispositions. Toutefois il faut prendre acte qu'on ne considère pas comme publique la transmission de cours par câble à l'intention des classes. Ainsi un professeur (mais non un artiste) peut-il, dans ces conditions, exécuter une oeuvre protégée sans payer de redevances.

3.3 Les émissions éducatives de radio et TV tombent sous le coup de la loi générale de même que n'importe quel cours qui ferait partie de la programmation d'un service public de diffusion par fil.

4. Les différentes positions aux Etats-Unis depuis qu'on a entamé le processus de revision de la loi

Il ne sera pas inutile de parcourir les diverses étapes qui ont marqué la réflexion des Américains sur les problèmes que pose le droit d'auteur, à la télévision éducative (2). Pour bien comprendre leur problématique, il faudra se rappeler le nombre très considérable de stations éducatives qui fonctionnent aux Etats-Unis, l'abondante utilisation du câble pour fins scolaires, les réseaux multiples et les échanges systématisés de documents destinés à la transmission.

4.1 La loi américaine de 1909 était très généreuse pour tout ce qui était organisation à but non-lucratif. Elle autorisait en conséquence les écoles à procéder à la diffusion d'oeuvres de très nombreuses catégories et par suite elle permettait leur enregistrement en vue de ces diffusions. De la sorte, se trouvaient sans problème de droit d'auteur non seulement les émissions purement scolaires, mais également tout ce qui était public television, émissions culturelles diffusées sans but lucratif.

4.2 En 1964, un projet de revision de la loi était introduit au Congrès qui restreignait de beaucoup les fa-

---

(2) On consultera avec profit l'abondante documentation que j'ai compilée au sujet de la revision de la loi américaine sur le droit d'auteur.

cilités accordées jusque là: était soustraite aux droits de l'auteur la seule "performance or exhibition of the work by or in the course of a broadcast or other transmission made for reception solely within non profit educational institutions;..." Ainsi seule la CCTV jouirait d'une situation à part; toute émission scolaire ou culturelle diffusée at large comporterait le paiement de redevances. De plus, la latitude concédée ainsi à la télévision en circuit fermé se limiterait à la diffusion "live". Il devenait interdit d'enregistrer d'avance des programmes qui contiendraient des oeuvres protégées. De la sorte, on se voyait privé du grand avantage économique qu'apporte la possibilité d'enregistrer et par conséquent de répéter les émissions.

- 4.3 L'année suivante, un nouveau texte était mis à l'étude. Il était stipulé que serait exempte de redevances toute diffusion "made primarily for reception in classrooms or similar places normally devoted to instruction" qui se présenterait comme "a regular part of the systematic instructional activities of a non profit educational institution". De plus, en vue de ces diffusions, on permettait un enregistrement qui pouvait être utilisé durant six mois seulement.

Dès lors on sortait du cercle fermé de la diffusion

strictement dirigée vers les écoles; les émissions scolaires par antenne ou par câble étaient désormais autorisées sans paiement de redevances aux auteurs. On pourrait aussi donner des programmes en différé.

- 4.4 En 1967, retour en arrière. Un nouveau texte empêche de relayer les émissions scolaires dans un rayon de plus de 100 milles. On permet cependant la confection de deux enregistrements qui pourront servir pendant une période d'un an. Le projet de loi est discuté à la Chambre des Représentants. On envisage tout d'abord d'étendre à 250 milles la limite de diffusion, puis finalement les Congressmen se mettent d'accord pour supprimer toute restriction, et sur la question de la distance, et sur celle des enregistrements qui pourront désormais être faits en nombre illimités et utilisés aussi longtemps que l'on voudra. C'était une victoire. La seule ombre au tableau: on n'acceptait pas d'inclure les programmes destinés à la réception à la maison par des étudiants "regularly enrolled in non profit educational institution". Ainsi avait-on sauvé la télévision scolaire qui pourrait désormais utiliser tous les media de communication. Seule demeurait hors de l'exemption, la public television.

## 5. Recommandations

J'ai fait dans la première partie de ce document, certaines recommandations concernant la télévision éducative. Tout ce qu'on vient de lire permet maintenant de donner des conclusions plus circonstanciées.

On vient de voir, par exemple, comment, sur cette question, les Américains sont passés d'un projet très peu généreux à l'égard de l'éducation à une législation beaucoup plus souple qu'il importe d'apprécier à sa juste valeur. Ce que peut-être on pourrait regretter chez nos voisins du Sud, c'est l'absence de références explicites à des principes qui déterminent les prises de position.

Essayons, pour notre part, de dégager quelques idées-force afin de rendre plus facile la solution des divers problèmes.

- Originellement, le droit d'auteur se présente comme un moyen de permettre à l'auteur de tirer des revenus de son oeuvre;
- au début, il ne s'agit que des oeuvres littéraires et la loi en interdit la reproduction à toute autre personne qu'à l'auteur parce que là se trouve le moyen pour les écrivains d'exploiter leur oeuvre;

- on prend conscience ensuite que certaines oeuvres peuvent devenir rentables non pas tellement par la multiplication d'exemplaires, mais plutôt par la représentation: il s'agit à ce moment-là surtout des pièces de théâtre. L'idée se fait que s'il y a des sous à tirer à partir d'une oeuvre dramatique, l'auteur devrait contrôler cette source de profit;

- de là vient la distinction entre représentation publique et usage privé dans un cercle de famille: on convient que la première donne lieu à des redevances parce qu'elle est rentable; l'autre, pour la raison inverse, n'appelle aucun paiement. Le législateur consacre ce point de vue et peu à peu la jurisprudence, laissant plus ou moins de côté l'aspect "rentabilité", se concentre sur la distinction entre usage public et usage privé; par la latitude qu'elle laisse à ceux qui font un usage non lucratif des oeuvres des auteurs, la loi américaine de 1909, encore en vigueur aujourd'hui, se présente comme un vestige du point de vue original; ailleurs cependant, en particulier sur le continent européen, une autre philosophie du droit d'auteur prévaut qui veut que n'importe quelle utilisation d'une oeuvre protégée soit rentable pour l'auteur: à la limite, on en arrivera à chuchoter que les bibliothèques devraient payer les auteurs pour la consultation qui est faite de leurs livres...;

- le développement des techniques modernes amène le problème de la radiodiffusion et plus tard, celui de la télévision; les principes ne s'ajustent plus à la réalité, car la réception des émissions se fait généralement à domicile, donc dans des lieux privés; à suivre à la lettre les données de la jurisprudence, on serait porté à laisser libre l'utilisation des oeuvres sur les ondes; mais le législateur réagit, car il s'agit d'une utilisation rentable, et la loi décrète que la radiodiffusion constituera un acte réservé;
- plus tard, apparaît la rediffusion et comme à proprement parler, il ne s'agit pas d'une exploitation lucrative des oeuvres, mais plutôt d'un service à des téléspectateurs qui ne peuvent que très difficilement recevoir des émissions pour lesquelles des droits ont été payés, les législateurs s'acheminent facilement vers un régime d'exemption;
- le problème se présente différemment lorsque commence à se développer la câblodiffusion: chacun convient qu'à toutes fins pratiques elle ne saurait jouir d'un statut différent de celui de la radiodiffusion.

Essayons maintenant de solutionner dans ce contexte les problèmes que posent les émissions éducatives.

### 5.1 La diffusion en circuit fermé

Il faut entendre ici l'utilisation d'un câble avec points de réception uniquement dans des classes. Il faut envisager, en second lieu, que les points de réception peuvent être très nombreux et le nombre des personnes touchées également. Cependant les légistes semblent s'accorder assez bien pour ne voir qu'une extension de la classe dans ce procédé de diffusion.

Je recommande donc que soit libérée de tout droit l'utilisation de circuits fermés pour les fins de l'enseignement en classe.

### 5.2 La diffusion, par antenne ou sur câble, d'émissions principalement destinées aux écoles.

Il s'agit soit d'une station de radio ou de télévision, soit d'un câblodiffuseur, qui accepte de transmettre des programmes destinés aux écoles et s'inscrivant dans le programme. Bien sûr, ces émissions pourront être vues ou entendues par le public, mais on ne peut nier leur caractère principalement scolaire. On doit tenir compte aussi

du fait que la télévision commerciale ne profite que bien peu de ces émissions; elle se met plutôt au service de l'enseignement. Ici encore, ce n'est pas véritablement le public qui est visé. On doit cependant tenir compte de la possibilité de recevoir l'émission de tous ceux qui possèdent un appareil et par suite éviter que des oeuvres qui ne sont rentables que par la représentation publique perdent pratiquement toute leur valeur commerciale du fait d'une telle utilisation.

Je recommande donc que les émissions destinées principalement à l'enseignement dans les écoles mais transmises par des services de diffusion au public soient libérées de tout droit, sauf lorsqu'il s'agit d'oeuvres dramatiques.

- 5.3 La diffusion, par antenne ou sur câble, d'émissions destinées à des étudiants qui, sans fréquenter l'école, sont régulièrement inscrits à un programme scolaire.

Ce cas apparaît vraiment plus douteux: on est sur la frontière. Il se distingue du cas précédent pour l'unique raison que les étudiants ne sont pas réunis dans des classes; pour le reste, nature de l'émission

public spécialisé, il n'y a aucune différence. La diffusion, ici, remplace les murs de l'école.

On ne peut solutionner ce problème à partir de la distinction entre le public et le privé; il faut remonter plus loin, c'est-à-dire à l'aspect "rentabilité" de l'exécution de l'oeuvre. Dans cette vue, on sera beaucoup plus disposé à accorder la gratuité à la transmission d'oeuvres qui, de ce fait-là, ne perdent rien de leur valeur.

Je recommande donc que soient exemptés de redevances la transmission d'oeuvres nécessaire à un enseignement destiné à des étudiants régulièrement inscrits dans une institution. On exceptera les oeuvres dramatiques.

#### 5.4 Les émissions culturelles

Il s'agit de ce que les Américains appellent public television. Alors que jusqu'à maintenant il était question de télévision scolaire, on est désormais en présence de la télévision éducative en un sens plus ou moins large. Pour le public en général, on peut, en effet, diffuser des contenus éducatifs,

soit sous forme de cours, soit sous toute autre forme. La caractéristique particulière de ces émissions, du point de vue envisagé dans ce travail, consiste en ce qu'elles n'ont aucun rapport avec l'école. Pour cette raison, précisément parce que le public en général est ici visé, il ne saurait être question d'une exemption de redevances.

Je recommande de ne demander aucune exemption de redevances aux auteurs lorsqu'il s'agit d'émissions culturelles destinées au grand public.

#### 5.5 Limitations de distance.

Lorsqu'on a exempté les émissions scolaires du paiement de redevances, il n'y a plus de principe qui puisse limiter le rayon de diffusion: l'exemple des travaux américains montre qu'on risque de tomber dans l'arbitraire.

#### 5.6 Enregistrements

Ces enregistrements qu'on devrait pouvoir faire en nombre suffisant et conserver pour un temps indéfini

ne devraient servir qu'à la télévision scolaire,  
à la répétition des émissions et à l'échange de  
programmes entre institutions.

### Conclusion

De toutes ces considérations, il me semble que ressortent les conclusions suivantes:

- le droit d'auteur est une donnée vivante qui va se développant à mesure que les techniques modernes fournissent de nouveaux moyens d'exploiter les oeuvres;
- les législations nationales, que tendent à uniformiser les organismes internationaux, ne sont pas toujours basés sur une philosophie identique ou tout au moins aussi développée. L'effort de ces organismes devrait consister autant dans une recherche doctrinale que dans un effort d'uniformisation des lois. Autrement on risque d'abandonner les solutions aux aléas du lobbying...

APPENDICE IDocuments illustrant des problèmes de droit d'auteur en éducationDocument no 1

Before attempting any classification of materials, let us list

- (1) examples of materials, together with
- (2) the "copying" techniques which could be employed. Also,
- (3) some assessment of the factors which might lead to copying.

| 1                                   | 2                                                 | 3                                                 |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| printed words                       | photocopying and dry copying                      | original is expensive, only portion is wanted.    |
| printed picture, diagram, map, etc. | photocopying and dry copying photograph or slide. | picture(s) is readily available.                  |
|                                     |                                                   | picture makes a significant point in instruction. |
|                                     |                                                   | picture in printed form is easily destroyed.      |

|                                             |                                             |                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                             |                                             | picture should be in convenient form for re-use.                                                                                                                                      |
| slide                                       | photograph or slide                         | picture should be available to many classes at once.                                                                                                                                  |
| filmstrip                                   | photograph                                  | an entire filmstrip is difficult to reproduce without elaborate equipment.                                                                                                            |
| film                                        | photography<br>videotaping of<br>projection | all or portion of a hard-to-get film may be made more accessible.                                                                                                                     |
| disc recording                              | magnetic recording                          | magnetic recording preserves the original disc.<br><br>magnetic recording may be more conveniently used.<br><br>material on a single disc can be made available to many more classes. |
| radio program<br>or sound tape<br>recording | magnetic tape<br>recording                  | preserves radio program for re-use at a convenient time.<br><br>copies can be made available for storage in learning resource centres or libraries.                                   |

television pro-  
gram or videotape  
recording

magnetic video tape  
recording

preserves televi-  
sion programs for  
re-use at a con-  
venient time.

copies can be made  
available for sto-  
rage in learning  
resource centre or  
libraries.

(tiré de R.A. Morton, Copyright and Instructional  
Media, pp 5-6).

## Document no 2

### Teaching practices in the uses of copyrighted materials

In a recent survey made by the ad hoc committee of teaching practices in the use of copyrighted materials in the classrooms of several large metropolitan communities, innumerable exemplary teaching practices were identified which should be encouraged by supervisors yet which would be considered by most publishers and authors as being in violation of the proposed copyright law and which would be potential infringements. Typical of these practices are the following:

1. A social studies teacher makes copies of maps and charts from newspapers for class use.
2. A social studies teacher makes a recording of the audio portion of a special TV documentary on Africa in its entirety for playing to his class.
3. An elementary school teacher makes photocopies of poems for choral speaking.
4. An English teacher makes transparencies of poems for class analysis and evaluation.
5. A physical education teacher dittoes a digest of rules from official rulebooks.
6. A foreign language teacher makes copies of words from songs to use in class singing.
7. A teacher makes class copies of an excerpt from a library reference book and uses it immediately; he does not have time to write for permission.
8. A third-grade geography teacher produces tapes of material from a book which pupils could not read but which they could understand if someone read to them.
9. A foreign language teacher records the sound track of a TV program or radio program for class listening for comprehension.

10. Tape recordings are made of a high school orchestra for self-evaluation purposes.
11. As part of a dittoed examination, a teacher includes a short contemporary poem for pupils' interpretation.
12. A dramatics teacher puts on a copyrighted one-act play with only members of the class as audience; later uses it for a PTA meeting.
13. A classroom teacher of the mentally retarded supplied the following example:

I have been working for ten years with classes of mentally retarded children and since there is a dearth of material specifically for that area, I have combed sources available and have culled from them those items which could be used by children with limited ability. I have never been able to use published materials in their entirety, but have adapted and duplicated the sections I could use. If this were prohibited by law, my resource materials would be seriously limited.

14. To illustrate the changes in the cost of living, a teacher prepares a transparency of a chart clipped from the morning newspaper.
15. A teacher duplicates several additional short poems by a poet represented only superficially in the classroom anthology.

(tiré de Hearings before the Subcommittee on Patents, Trademarks, and Copyrights of the Committee on the Judiciary, United States Senate, Eighty-ninth Congress, First Session, on S. 1006, August 1965, pp 88-89).

APPENDICE II

Travaux du comité des moyens d'enseignement,  
Conseil des Ministres de l'Education (Canada)

Document no 1

Enquête menée par le comité auprès des ministères  
de l'Education.

Document no 2

Position Paper for the Council of Ministers of Edu-  
cation (Canada).

## POSSIBLE POSITIONS BY COUNCIL OF MINISTERS OF EDUCATION

R. A. Merton - - March, 1971

The following are positions or various aspects of copyright law which might be taken by the Council of Ministers of Education in Canada. While the primary concern of the I.M.C. is media, the points outlined below include all kinds of protected works. So that we might determine the degree of consensus on each point would you check the appropriate space: A - agree, N - neutral, D - disagree, Q - doubtful.

A N D Q

A N D Q

A N D Q

A N D Q

A N D Q

A N D Q

A N D Q

A N D Q

1. All published works should be available for legitimate educational purposes.

- 1.1 Education at all levels requires access to published works of all kinds and in all forms.

The law should make it mandatory that the owner(s) of any material - print or non-print - make such material available for purposes of study subject to reasonable conditions set forth by the owner(s) of the intellectual or artistic property.

- 1.2 The owners of works published or produced in any form - should, by law, state clearly, in writing, before the work is offered to the public what rights are being given in exchange for the required fee or other consideration. The statement should include specifically what the purchaser or lessee may or may not do with the particular item.

- 1.3 Copyright law should include regulations having to do with the accessibility of works from other nations on terms consistent with international conventions to which Canada is a party.

2. The Copyright law should clearly define "fair dealing" or "fair use" as it applies to the use of protected works in educational institutions by students and teachers.

- 2.1 Any basic definition should take into account the intention or the educational purpose for which the work is copied.

2.11 Systematic instructional activities should be included in the exemptions as well as private study, research, criticism, etc. (as in the present law).

- 2.2 Any basic definition should take into account the circumstances under which copying within an educational institution might be considered to be fair, e.g.:

N D Q

2.21 when copies are made from works purchased or leased by the educational institution and normally stored within the institution in which instruction takes place;

A N D Q

2.22 when copies are not stored or retained for re-use after they are used in any particular instructional sequence;

A N D Q

2.23 when the number of copies does not exceed the number of students who will use copies as part of the particular instructional sequence;

A N D Q

2.24 when copies are made within the same institution, school or building in which the instruction actually takes place;

A N D Q

2.25 when the amount or proportion of a work is not substantial when related to the extent of the work as a whole.

2.3 Similarly "fair dealing" or "fair use" must be defined in terms of performance of a protected work. "Performance" according to the present Copyright Act is defined as "any acoustic representation of a work, or any visual representation of any dramatic action in a work, including a representation made by means of any mechanical instrument or by radio communication". Certainly this definition will be modernized to include performances through any kind of media, electromagnetic or otherwise.

2.31 Performances which should be considered fair should include:

A N D Q

2.311 a performance which is part of systematic instructional activities in any school or educational institution;

A N D Q

2.312 a performance which is part of private or individual study, research, etc.;

A N D Q

2.313 a performance in the course of the activities of the school for which no admission fee is charged.

2.32 Sound or video taping a performance live, on off the air, or off cable, and the replaying of that performance in whole or in part should be considered "fair dealing" or "fair use":

A N D Q

2.321 when it is used as part of systematic instructional activities in any school or institution provided that it is erased within one year of its initial broadcast date.

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 2.322 when it is replayed for private or individual study, research, etc. provided that it is erased within one year of its initial broadcast date. Possession of a tape of performances beyond that date would be legal evidence of infringement unless an agreement to the contrary exists in writing.

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 2.4 Any basic definition should take into account financial or commercial implications particularly as they relate to:

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 2.41 whether the copying (or performance) of the work has or could result in financial gain for the copier or user;

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 2.42 whether the copying (or performance) of the work could result in a loss or potential financial loss to the owner;

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 2.5 While the general definition of "fair dealing" or "fair use" should be set forth in the Act, application of any "fair dealing" or "fair use" definition should be governed by a schedule of regulations.

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 2.51 A permanent review board should be established to assist in keeping the regulations current and enforceable. Educators should be represented.

A \_ N \_ D \_ Q \_

3. There is need for a careful logical classification of works which are protected by a copyright statute. Each would involve its own degree of protection and regulation.

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 3.1 Classification should take into account the degree of originality and creative expression. This might range from news stories, non-fiction in magazines, tapes of newscasts etc. which involve a limited degree of originality to novels, poems, and other artistic works which involve a high degree of originality.

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 3.2 Classification should take into account the time-bound nature of the work being protected (i.e. how rapidly the work may become out-of-date).

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 3.3 Classification should provide special categories. These might include:

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 3.31 audio visual materials;

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 3.32 computer programs;

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 3.33 tapes for transmission by wire or through the air.

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 3.4 Classification should separate works involving a single author or owner from a composite work which include several elements each owned by a different legal person or persons.

A \_ N \_ D \_ Q \_

4. The term of protection should be reduced to the minimum allowed under Canada's international commitments. This would mean a 25-year limit instead of the present 50-year. Preferably the term of 25-years should date from the publication of the work and not the death of the author.

A \_ N \_ D \_ Q \_

5. 5.1 Where a sum of money or any other consideration is required in return for the use of any copyright work the owner(s) should be required by law to state clearly and in writing either the kinds of use which are permissible or those which are not, or both.

- 5.2 Where a sum of money, or any other consideration, is required in return for the use of any copyright work the method of payment should be:

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 5.21 simple, direct and entail a minimum of difficulty for the ultimate user:

A \_ N \_ D \_ Q \_

- 5.22 be reasonable and just.

## TLC

COUNCIL OF MINISTERS OF EDUCATION, CANADA

## 1. A STATEMENT OF THE PROBLEM

The Canadian Copyright Act has not yet been adapted to apply rationally to media developments of the last 50 years. Revision of our copyright law is needed in the light of the new educational technology which includes such devices as radio, television, electronic computer systems, and photographic, electrostatic, and electromagnetic copying techniques, etc. This new media has the potential to radically alter the educational process. It can expose students to experiences which go far beyond the confines of the classroom.

A gradual movement from the text authority oriented curriculum to the more open and experimental approach is already apparent. This change, however, greatly increases the range of materials and presentation devices required to furnish effective educational experiences. Yet the educator is inhibited, at present, from full use of this technology by the restrictions placed on the materials. These restrictions are placed on the materials to protect the copyright owner. However, even this protection is becoming ineffective due to the great quantity and extensive use of reproducing equipment.

The current Copyright Act is cumbersome, unclear, inhibitive and ineffective. The law must be revised to correct the glaring inadequacies within it. Solutions that can effectively deal with the present and future needs of all interested parties - the creator, the distributor, the user - must be found. The new law must be simple, clear and satisfactory to all those who are affected by them. Thus, it is in this context that the Council of Ministers of Education, Canada offers various proposals for the reform of our Copyright Act.

## 2. SPECIAL TREATMENT

Education should be classified as a special case in the use and re-use of materials which are subject to copyright restrictions. This is not to say that educational establishments should be exempt from the copyright law, but merely that they are entitled to special treatment. This entitlement stems from the fact that the educational institution is a non-profit ~~XXXXXX~~ organization which is heavily encouraged by public funds. Furthermore, educational users of copyrighted material form a easily defined group and operate in a controlled environment. Thus, there should be a distinction between an educational authority and a commercial user of copyright material.

For example, special treatment for educational purposes might include material used by instructors within ordinary non-commercial educational instruction. This material could be distributed in any manner for classroom reception.

### 3. CLARIFICATION

The educator needs clarification of his legal position regarding copyright. Most teachers are interpreting the law according to their particular point of view. This is understandable because either they are unaware of the law or "the law which they are aware of is so vague that the broadest, most generous interpretation is invariably assumed." Therefore, the law should make it mandatory that the owner of copyright material clearly state at the time of purchase, exactly what the purchaser's rights are, what uses are legitimate and under what conditions. The copyright owner should also clarify what constitutes an infringement of his rights under the law. Occasionally this is done now, but usually in small print and in ambiguous language.

Critical concepts should also be clearly defined. Some examples are:

- i) Subject matter of copyright should be defined as "any original work so recorded that it is capable of being reviewed, communicated or heard again essentially in its original form."
- ii) Publication is another important concept but one that is designed for graphic arts distribution. "It is differentiated in law from performance, with the result that a heavily taped program may remain legally unpublished, and protected, even after copyright has expired on the printed study guide which accompanies it..... To help adapt the concept to audiovisual works, for example, the current definition of "publication" should be clarified to include general rental, lease or lending of copies, as well as sale, to that part of the public relevant for a particular work. Such a definition would also cover current practice in the distribution of orchestral scores. Storage of a work, such as an otherwise unpublished thesis, in a computer or library for general use should constitute publication."

Fair use

iii) "Fair use" must be clarified as it pertains to education. A general statement of the "fair use" doctrine without more, has proven to be generally unworkable in practice. Specificity is required for this principle to operate satisfactorily. Specific guidelines should be developed to ensure clarity in any revision of the law. For example:

- a) "Fair use" with respect to study and research should be extended to include the employment of audio-visual works and computers.
- b) "The law now permits a single copy of material to be made for purposes of individual study. It is clear that teachers could legally make copies of any material for which copying privileges have been secured in writing by them or the authorities by which they are employed. This could take the form of a contract or an exchange of letters.

However, in addition teachers might be given the right to make copies of any material without charge provided that

1. copies are made within the same institution, school or building, in which the instruction takes place
2. copies are made only to the number of students taking instruction under particular teachers
3. copies are not stored or retained for re-use after they are used in any particular instructional sequence. Storage of copies would be evidence of infringement
4. copies are made from sources (books, magazines, tapes, films) owned by the institution and normally stored within the institution in which instruction takes place.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

The above are suggestions as to the type of qualifications which might be made."

- c) A permanent review board should be established to continually revise the definition of "fair use" and its regulations. In a brief to the Economic Council of Canada, the Canadian Association of University Teachers and the

Ontario Universities' Television Council suggested that the board control the following functions:

1. "performance of the existing functions of the Copyright Appeal Board;
2. power to make rulings respecting the copyright status of technological developments which occur after the passage of new legislation;
3. power to exempt special temporary nonprofit activities;
4. authority to conduct studies and research on any aspect of copyright law or its administration."

Educators should be aware of the aforementioned brief's approach to the clarification of the "fair use" doctrine. The following excerpts reveal the brief's policy recommendations:

"First, the scope of the fair dealing defence, together with the main criteria relevant to the question of fairness, should be enacted in statutory form.....Solution in the form of specific regulation is not without disadvantages, but these are more than outweighed by the benefits. It has the great advantage of securing specificity and reasonable flexibility at the same time. By appropriate classification of materials, users and purposes, and by reference to available economic and copying data, the regulation could arrive at workable solutions..... A regulation can be amended more easily than a statute. Situations not covered by the regulation would fall to the general statutory statement for solution, but any interested party could request that the regulation be amended to cover a particular area. Preference for particular solutions negotiated by all interested parties could be effected by requiring the administrative agency to enact any such agreement.....The general criteria relevant to the question of fairness should receive enactment in more permanent statutory form. Effect of the use upon the commercial position or potential of the original is the most important criterion. Others mentioned from time to time by the courts include the type of use, spontaneity of the copying, number of copies, intent of user, benefit derived by the user, amount of labour required by the user, nature

of the work, quantity and relative value of the part reproduced, and its relation to any new work produced. It is important that no one criterion be regarded as having controlling significance. Each situation must depend, as under existing law, on all relevant circumstances."

Educators should give this method of clarifying the "fair use" principle earnest thought.

#### 4. ACCESSIBILITY AND DISTRIBUTION

The Canadian Copyright Act, as it now stands, is fairly restrictive. Technological advances have made information accessible, easy to copy and store ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ in whatever form seems most effective and practical. Yet to secure the use of this material, the educator is generally faced with a complex system of unjust and unworkable regulations as well as time-consuming and costly procedures. Past experience has shown that the protection afforded copyright materials has in some instances prevented their use for educational purposes or in other instances made the costs prohibitive. Furthermore, educational requirements for such equipment as audio-visual, etc. are generally felt to be unsatisfactory. Time and again, instructors use materials because they are the only ones available or because they approximate most closely to the teaching needs. Thus, for teachers to improve the quality of their instruction:

- i) All materials in whatever form must be available and accessible. Educators should not be denied access to any source of knowledge. "The law should make it mandatory that the owner of any material - print or non-print - make such material available for purposes of study (instruction, education)."
- ii) "The law should make it mandatory that owners of materials clearly state at the time that the item is purchased what the purchaser may or may not do with the particular item."
- iii) "Copying privileges should be available for all materials, taking into consideration the law and the terms set by the owners of the intellectual or artistic property."
- iv) Educational television improves the quality of existing instructional methods by providing

educational experiences well beyond those possible under normal school conditions. However, educators are inhibited from the use of such programs under the present copyright law. It is significant to note that educational institutions can control videotaping and playback. Furthermore, the employment of such programs within a closed situation does not injure the financial compensations due to the publisher or creator. Educational users should have access to CBC and CTV program material either by permission to videotape or by making film material available.

- v) Canadian copyright law should include regulations for the international accessibility and distribution of intellectual properties.

## 5. CLASSIFICATION

The most important distinction, which has been previously mentioned, is made between the educational authority and the user of copyright material, the public educational enterprise and that of a purely commercial nature.

Copying practices which are necessary for proper instruction, and which can be used freely without a harmful effect upon the vital source of creative materials should be classified. A system of compensation should be developed to adequately reward the copyright owner for these copying privileges. "The law must take into account the technical possibility of all types of copying - photographic, electrostatic, electromagnetic etc., all types of distribution including herzian waves and cable, and all types of display including printed sheets of paper, bound printed sheets, cathode ray tubes, screens, etc."

Some materials have a "time-bound" quality. They may be relevant now and for a short time into the future, but they rapidly lose their importance because a particular set of circumstances may alter or cease to exist. These "time-bound" materials should be classified differently from those which will be in demand for several years.

The nature of the material expressed in the various types of media offers a basis for classification. Information cannot be copyrighted, only the manner in which the information is expressed or presented. The creator adds something original and unique to the bare facts which gives

his work a value beyond the information itself. Materials which are merely statements of factual data, whether verbal or pictorial, should be considered in a different light from those which are highly ingenious and creative.

As a result of the technological advances over the last half century, new forms of expression have been invented which are not definitely identified in our present copyright law. These should be classified specially. For instance:

- i) Audio-visual materials should be listed specifically. Video-tape and film would be put on an equal basis.
- ii) Computer programs should also be classified specifically. Only the form of expression, not the functional goal would be protected.
- iii) Performances and broadcasts in which copyrighted portions are arranged in an original manner should themselves be protected by copyright.

## 6. TERM OF PROTECTION

The term of copyright protection should be reduced to the minimum allowed under Canada's international commitments. This would mean a 25-year limit on copyrighted material instead of the present 50-year. Preferably, the term of 25 years should date from the creation (or publication) of the work and not from the death of the author.

There are three basic reasons for this policy."

- i) Since a cost - benefit analysis is impossible and since evidence concerning the correlation between the length of the copyright term and the quantity of new material produced by additional protection and incentive is lacking one way or the other, the presumption ought to favour the shorter term.
- ii) The number and types of users of copyright material have increased measurably with the result that the total amount of compensation due the owner has also substantially increased. Consequently, the statutorily secured incentive period of 50 years, which was established a most half a century ago, no longer offers an equitable assessment of the modern situation.

- iii) In a rapidly progressing society materials quickly become outdated. Very few works remain in constant use for more than two decades. A 50-year term only frustrates occasional users of older material.

## 7. PAYMENTS

The methods of permission and payment for copyrighted material are outdated, restrictive and cumbersome under our present law. Maximum access to works is essential for the effective operation of our educational process. Too often, this access is obstructed by delays in obtaining copyright clearance and the complications of payment.

Payment procedures should be as simple as possible to administer and collect. They should also be reasonable and just. The educational user of copyrighted material should understand exactly what his rights are when he makes his purchase. For example, permission for him to copy/duplicate/transcribe (perhaps within certain time limits) should be explicitly stated. If he wishes to go beyond the stated limits, the copyright owner should indicate the additional fees required and the payment procedures. This would allow the educator to predict in advance and thus regulate the costs incurred in using copyrighted materials. The method of payment should be in the form of a scale of fees for single and multiple copying. "Preferential rates should exist for such educational users as instructional television or private research, as distinguished from public television or commercial research. A general distinction between closed circuit and open broadcast transmission would be feasible for the use of appropriate materials. Non-profit libraries should also receive a special rate."

These measures would add clarity and simplicity to the complicated and cumbersome payment procedures.

It is significant for educators to note that various organizations have proposed that copying be controlled by a licensing system. In a brief to the Economic Council of Canada, the Canadian Association of University Teachers and the Ontario Universities' Television Council recommended that compulsory licence provisions be expanded to include, at least for the purposes of education, all materials published or revealed indiscriminately to the public, but not otherwise available to educators - in other words, compulsory permission without payment. A clearing house technique, done through a permanent agency created by statute, would have to be established to deal with this. Rules

relating to the rate structure and to entitlement of compulsory licence would have to be created. The Teachers' Associations felt that this method "is the only tolerable way in which both convenient and full use (of copyright material) can be achieved and payment to the copyright owner achieved." Further investigation into all the various implications of such a payment technique should be made by educators.

## 8. ENFORCEMENT

As a result of the vagueness and ambiguity in our present Copyright Act, educators are often interpreting the law from their particular point of view. While ignorance of the law is no excuse when it comes to enforcement, it is understandable especially under the vague terms of the current Copyright Act. Therefore, innocent teachers should be relieved from copyright infringement damages.

The copyright law clearly state its terms, so that compliance with these terms is as simple as possible to follow and enforce. Every category of violation should be clarified so that there is as little ambiguity as possible when the terms of the law are applied to any particular situation. Specific provisions could also be formulated to enforce the terms of the law. For instance, the authorization for the installment of copying/duplicating/transcribing equipment in educational institutions should carry with it responsibility for the supervision and control of the use to copy/duplicate/transcribe. This control is necessary to guard against damage to the interests of the creator and publisher and to re-imburse copyright owners for the use made of their materials.

Until the Copyright Act is revised, interim policies should be followed by educators. Educational institutions should take every reasonable precaution in the use and re-use of material which may be protected by copyright. Future negotiations between educators and copyright owners, biased by flagrant infringement of the law, even though the possibilities of a lawsuit are small. "Departments of Education should formulate a general statement to school administrations within provincial jurisdiction related to uses of copyright materials which are patently violations of existing copyright law without prejudicing any future stand which might be taken which may advocate substantial changes in the existing copyright law."

CONCLUSION

The greatest possible relaxation of the copyright law, consistent with the reasonable rights of creators and publishers, would serve educational goals. So far as future trends are concerned, copyright law revision ought to take place on the assumption that anything foreseeable is possible. The copyright position taken by educators should allow for effective and responsible use of technology in education. Solutions should be as flexible as reasonably possible, in order to facilitate the dynamic features of both technological and educational processes. At the same time, they should be straightforward and simple to apply in practice.

FOOTNOTES

1. Article entitled "Copyright and Instructional Media in Canada," page 4.
2. Brief to the Economic Council of Canada by the Canadian Association of University Teachers and the Ontario Universities' Television Council, page 19.
3. *ibid.*, pages 35 & 36.
4. Excerpts from a letter written by Mr. Morton, July 13/70.
5. *ibid.*
6. *ibid.*
7. *ibid.*
8. *ibid.*
9. Reasons suggested by the Canadian Association of University Teachers and the Ontario Universities' Television Council, in a brief to the Economic Council of Canada, page 23.
10. *ibid.*, page 29.
11. Article entitled "Copyright and Instructional Media in Canada," page 18.

APPENDICE III

Les éducateurs et la revision de la loi aux Etats-Unis

MAINTENANT IL EST POSSIBLE DE

LA RÉVISER

ET DE LA RÉVISER EN LA RÉVISANT

MAINTENANT IL EST POSSIBLE DE

RECOMMENDATIONS

SECTION 1 - THE AD HOC COMMITTEE

- I. Development of working group
- II. The AD HOC Committee

SECTION 2 - WORKING GROUP

SECTION 3 - MAJOR PROBLEMS OF COPYRIGHT LAW

MAJOR PROBLEMS OF COPYRIGHT LAW

AS VIEWED BY

THE AD HOC COMMITTEE ON COPYRIGHT LAW REVISION

By

Harry N. Rosenfield, Esq.

SECTION 4 - RECOMMENDATIONS

- I. Copyright Revision
- II. Enforcement of Copyright Law

SECTION 5 - RECOMMENDATIONS

SECTION 6 - RECOMMENDATIONS

- I. Copyright Revision
- II. The Law of Fair Use
- III. Priority of the Public Interest

END

1964

1964

## TABLE OF CONTENTS

44

|                                                                                                   |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <u>Foreword</u> . . . . .                                                                         | 11 |
| SECTION 1 - <u>The Ad Hoc Committee</u> . . . . .                                                 | 1  |
| I. Developments Leading to Establishment<br>of the Ad Hoc Committee . . . . .                     | 1  |
| II. The Ad Hoc Committee . . . . .                                                                | 3  |
| SECTION 2 - <u>What Education Wants from the Copyright Law.</u> . . . . .                         | 5  |
| SECTION 3 - <u>Limited Copying and Recording for Educa-<br/>             tional Use</u> . . . . . | 9  |
| I. "Not-for-Profit" Principle . . . . .                                                           | 10 |
| II. Statutory "Fair Use" . . . . .                                                                | 14 |
| III. Waiver of Statutory Damages . . . . .                                                        | 22 |
| SECTION 4 - <u>Reasonable Use of New Educational Technologies</u> . . . . .                       | 23 |
| I. Individualized Instruction . . . . .                                                           | 23 |
| II. Educational Broadcasting . . . . .                                                            | 25 |
| III. Educational Use of Computers . . . . .                                                       | 30 |
| SECTION 5 - <u>Education's Needs as Affected by Copyright<br/>             Duration</u> . . . . . | 35 |
| SECTION 6 - <u>Basic Principles of Public Policy</u> . . . . .                                    | 38 |
| I. Reasonable Limitation of Monopolies . . . . .                                                  | 38 |
| II. The Issue is One of Public Policy, not<br>Property Rights . . . . .                           | 39 |
| III. Primacy of the Public Interest. . . . .                                                      | 39 |
| <u>Summary</u> . . . . .                                                                          | 41 |
| <u>Notes</u> . . . . .                                                                            | 42 |
| <u>Exhibits</u> . . . . .                                                                         | 45 |

### FOREWORD

This paper is designed to outline the views of the Ad Hoc Committee [of Educational Institutions and Organizations] on Copyright Law Revision on the major problems of copyright law revision, particularly in relation to emerging instructional technology.

The views herein expressed are the author's and are not an official expression of the Ad Hoc Committee, although obviously the author has sought to provide an accurate expression of the current views of the Ad Hoc Committee.

HARRY N. ROSENFELD

Washington, D.C.  
November 1, 1968

## SECTION 1 -- The Ad Hoc Committee

The Ad Hoc Committee (of Educational Institutions and Organizations) on Copyright Law Revision [hereinafter referred to as "The Ad Hoc Committee"] is composed of 35 constituent organizational members, all of which have highly respected leadership roles. The Ad Hoc Committee's constituents cover the entire spectrum of education. It is one of the most widely representative educational groups in America today. As its Chairman, Dr. Harold E. Wigren, stated before a Senate Subcommittee:

"It is not often that educational groups appear with such a united front before committees of the Congress. It is not often that all these groups with such diverse interests sit on the same side of the table in presenting education's needs and consensus . . . . This is one of the most amazing examples of ecumenical spirit in educational history."<sup>1</sup>

The 35 organizations which are members of the Ad Hoc Committee are listed in Exhibit 1.

### I. Developments Leading to Establishment of the Ad Hoc Committee

- A. The present copyright law was enacted in 1909. Over the years there have been many efforts to update this law. The most recent started in 1955 when Congress initiated a program looking toward copyright law revision. This program started with the preparation (under the Copyright Office's aegis) of 35 studies on the principal issues in copyright revision. In 1961 the Register issued a Report with recommendations. Then followed a series of meetings with a Panel of Consultants looking to development of a draft bill. By 1962-63 this process was coming to fruition and a draft revision bill was emerging.
- B. In March of 1962 the National Education Association called a national conference dealing with the professional, legal and ethical problems arising for teachers in connection with the expanded use of new technological developments in education. One of the four major areas designated by that Conference for further exploration in depth was the following:

"Copyright problems relating to the use, recording, and re-use of materials in the

classroom and on television (printed materials, graphics, and filmed or televised materials)."

- C. On June 11, 1963 the National Education Association held a staff meeting attended by 18 staff members and a private attorney who had been requested to study the copyright matter and to pinpoint the areas of possible interest to education. On June 12, 1963 NEA's Executive Secretary wrote to the Register of Copyrights as follows, in part:

"We believe that the public interest requires that there be a maximum of adaptability of materials for educational use, and that any new copyright policy which might be formulated, enacted and administered should protect and preserve the public interest in sound and effective education."

Dr. Carr's letter also advised the Register that NEA was conferring with other organizations.

- D. On July 23, 1963 the National Education Association called an exploratory Conference on Copyright Law Revision, under the joint sponsorship of NEA's Division of Audiovisual Instructional Service and NEA's National Commission on Professional Rights and Responsibilities. The invitation from Dr. Harold E. Wigron, NEA's Educational Television Consultant, read in part:

"At this meeting, we would like to apprise you of some of the developments with respect to revision of the copyright law and discuss with you some implications these may have for educational institutions or organizations. We are calling this meeting so that we may share with you a tentative position which the NEA plans to take in these proceedings [the Panel sessions of the Register of Copyrights] and to obtain your thinking thereon."

Fifty-two individuals representing 47 national educational organizations attended this meeting.

- E. Upon motion of the representatives of the College English Association, seconded by the representative of the National Catholic Educational Association and the National Catholic Welfare Council, the Conference adopted the following resolution:

"RESOLVED that the participants in this conference express their vital concern in the proposed revision of the Copyright Law, especially as it affects education both as a producer and consumer of copyrighted material;

and support the efforts of the NEA in seeking clarification of fair use by educational users of copyrighted materials."

F. The representative of the American Council on Education suggested establishment of an ad hoc committee of various organizations in order to present a unified position for education before the Register of Copyrights in his meetings with his Panel and in his draft of a proposed revision of the copyright law.

G. As a result of this Conference, Dr. Wigren took two actions:

1. On July 24, 1963, he wrote to the Register advising him of the Conference and its resolution of concern over copyright law revision; and
2. On August 12, 1963, he called the first meeting of an ad hoc committee for September 5, 1963.

## II. The Ad Hoc Committee

A. The first meeting of the Ad Hoc Committee took place on September 5, 1963 in Washington. The letter of invitation, addressed by NEA to representatives of national educational organizations, called for a "working group" to spend the whole day as follows:

"Our main purpose will be to examine in detail the law, and the proposed revision of the law, so that we can determine their implications for education. This would seem advisable before we come up with a 'position' . . . . The ad hoc committee will be strictly advisory, and it is our hope that we might be able to arrive at a unified position for education in dealing with these matters."

B. At this meeting, Dr. Harold E. Wigren was elected Chairman of the Ad Hoc Committee, a position he has held continuously since then.

C. Thus began the Ad Hoc Committee. It is not an NEA committee, but a multi-member committee of which NEA is a member.

D. Since that first meeting on September 5, 1963, there have been more than 30 plenary meetings of the Ad Hoc Committee as a whole. Generally they have met at the NEA headquarters in Washington, but other meetings have taken place at the Washington headquarters of the American Council on Education, and in New York City.

Meetings were conducted on the basis of advance agenda. New problems and issues were discussed, and old decisions and issues reassessed as circumstances required. Each consensus and each action representing the Ad Hoc Committee was discussed and voted at a plenary Ad Hoc Committee meeting.

E. In addition to plenary sessions of the Ad Hoc Committee, there have been countless meetings of Ad Hoc Committee groups such as special task forces, the attorneys' committee, the research committee, and other designated subcommittees. In addition, the Chairman has kept the membership advised by continuous memoranda, reports, letters, personal conferences, speeches at meetings, and individual and conference telephone calls.

F. Either in plenary session, or through special task forces or subcommittees, the Ad Hoc Committee has conferred with a variety of interested groups, such as trade and textbook publishers; music publishers; authors; librarians; the copyright bar; producers of films and other audiovisual material. In addition, there have been many conferences and meetings with a wide variety of educational groups and interests. Besides the many discussion meetings with the Register and his staff, Ad Hoc has participated in two structured briefing sessions for the Copyright Office, one on educational broadcasting (held at WETA, the ETV station in Washington) and another on non-broadcast uses of copyrighted educational materials.

G. The views expressed and actions taken by the Ad Hoc Committee represent a basic minimum position on which a consensus was reached.

H. The first public appearance of representatives of the Ad Hoc Committee took place on January 15, 1964 in a statement presented at the Panel of the Register of Copyrights by Harry N. Rosenfield, Esq., a Washington attorney. He was accompanied by Dr. Wigren; Dr. Fred Siebert, Michigan State University (a consultant to The American Council on Education); Eugene Aleinikoff, Esq., National Education Radio and Television Center; and Raymond Larroca, Esq.,

Midwest Program on Airborne Television Instruction. The statement "noted with deep concern the following unwholesome and undesirable developments in copyright revision: 1. Proposed elimination of 'for profit' limitation . . . 2. Dilution of 'fair use' . . . 3. Duration of copyright . . . ." The Ad Hoc Committee's statement proposed a special, but limited, educational exemption.

Another presentation by Ad Hoc was made before the Panel of Consultants, in New York City, on August 6, 1964.

- I. Since the first public appearance of Ad Hoc Committee representatives, the Ad Hoc Committee has testified before the respective subcommittees of the House and Senate Judiciary Committees. In such instances, and with the consent and cooperation of the Congressional committees, the Ad Hoc Committee sponsored a panel discussion form of testimony in which a group of people were heard, representing different interests and problems in education, appearing under the general umbrella of the Ad Hoc Committee.

## SECTION 2 -- What Education Wants From The Copyright Law

The Ad Hoc Committee believes that the current copyright law, enacted in 1909, needs revision and updating but opposes any revision which damages or unduly restricts the creative educational process in America's nonprofit school system.

The present copyright law (in the "not-for-profit" provision) gives special recognition and specific authorization for nonprofit educational uses of copyrighted educational material. The Ad Hoc Committee believes (1) that the new copyright law should continue this long-established and beneficial policy by providing special recognition and specific authorization for nonprofit educational uses in classrooms, educational broadcasting and educational technology; (2) that no copyright revision should be enacted unless it is reasonable, just and equitable in striking a fair balance between authors as the creators of copyrightable material and education as users; and (3) that copyright law revision efforts to date have been unbalanced and heavily weighted against the public interest represented by the nation's schools as users of copyrighted materials.

The Chairman of the Ad Hoc Committee succinctly stated what education wants from a copyright law:

- (1) "Educators want authority for nonprofit, non-commercial educational instructors to make reasonable use of a copyrighted work for non-profit educational purposes without the need to obtain clearances or pay royalties for such use. Educators want, and need, both a reasonable and a workable copyright law so teachers will readily know what they can or cannot do in using copyrighted materials under the law."<sup>1/</sup>
- (2) "... we should like to reiterate that there are certain needs of education which must be protected in any revision of the copyright law. These might be best summarized in this manner: The need to make limited copies of materials for classroom use; the need to have 'fair use' extended to include educational broadcasting and educational use of computers; the need for reasonable certainty that a given use of educational materials is permissible; the need for protection in the event teachers and librarians innocently infringe the law; the need to meet future instructional requirements by utilizing the new educational technology now being made available to schools; and the need to have ready access to materials."<sup>2/</sup>

Unfortunately, good teaching practice may not always be legal copyright practice. For years, widespread use has been made of many creative teaching practices with scarcely a thought (by either copyright proprietors or teachers) of their copyright implication. But now the issue has been joined, and law suits have been threatened over some of the very teaching practices which have grown up and remained unchallenged under current copyright law. As a result, many school boards and supervisors fear that the failure to assure the legality of basically sound and reasonable teaching practices will curtail and handicap creative and imaginative teaching seriously.

The issue facing Congress today is not what is or is not legally permissible under the 1909 copyright law, but what should be allowable under a new law. As the Register told the Senate Subcommittee:

"There is little point now in detailing the ambiguities, obscurities, omissions, and

paradoxes of a statute which, after 56 years, still presents dozens of unanswered questions."<sup>2/</sup>

This same view was urged by NEA's President:

"Now that the law is at long last being revised, we urge that it be written to fit the practice rather than cut good teaching practices back to conform to the law. The law should support good practice rather than restrict it."<sup>1/</sup>

To achieve the goal of having a copyright law "support good [teaching] practice rather than restrict it," special heed must be paid to the nature of teaching today.

As T. M. Stinnett, Assistant Executive Secretary of the NEA, advised the Senate Subcommittee:

"Earlier teachers tended to use the same text-books for each pupil; today's teacher uses many resources in his teaching. He has a variety of texts and supplementary materials, including trade and reference books, newspapers and magazines, educational motion pictures, filmstrips, overhead transparency projectors, record players, slides and educational radio and television, Teaching machines programmed learning materials; and he uses these in orchestration to do specific jobs. The teacher selects resources to fit particular student needs so that certain tools are used with some students and other tools with other students."<sup>2/</sup>

The copyrighted works most needed by teachers are recent and contemporaneous materials, not text books. Teachers want to update texts and to have their classwork relevant and meaningful to current developments. It is because of such materials, and because of the newer educational technologies that most of education's copyright problems arise.

Consequently, a major issue of public policy in copyright law revision is the need to legitimize current and developing reasonable educational practices so that teachers will not be forced either to drop them or to continue them "under the table."

It is well to note that while these educational practices

developed and continued, education improved and America's publishers prospered as perhaps never before in history. Their securities are among today's "hot items" in the stock market-- and this despite (or perhaps because of) the very educational practices we are discussing. Legitimitizing such and other similar creative teaching practices is good for both producers and users of copyright materials, as the CHICAGO TRIBUNE wrote editorially in connection with the Ad Hoc Committee's position:

" . . . permitting educational, not-for-profit circulation of an author's writings might serve the writer better than an iron-clad prohibition of such circulation without written permission. After all, an author's rights do not amount to much if no one wants to read what he has written -- if no one has ever heard of him. Perhaps the school mimeograph should be viewed not as a piratical rival to a trade publisher, but as a helpful, unpaid publicity agent who helps publishers' long-term sales . . . "6/

The Ad Hoc Committee does not believe that educational institutions should have unlimited free use of all copyrighted works without restriction. But by the same token, it does believe that public policy requires reasonable limitations upon the copyright monopoly for nonprofit educational uses in the public interest (and has submitted to Congress appropriate statutory language to this end). The Ad Hoc Committee believes that such educational uses are not only of value to the users and the public, but also to the authors. Education represents not only users, but also authors and publishers of copyrighted material.

In summary, the Ad Hoc Committee believes that education wants a copyright law which

- (1) supports, rather than undermines, good teaching and learning practices;
- (2) recognizes the primacy of the public interest over the author's, while striking a fair balance between authors and users;
- (3) legislates specific protections for nonprofit education uses including limited copying and recording of copyrighted materials in the classroom, educational broadcasting and educational technology, without need for clearances or royalties;
- (4) provides maximum reasonable access to a wide variety of

resources for teaching and learning in nonprofit educational institutions, now and in the future; and

- (5) assures teachers a reasonable degree of certainty as to what copyrighted materials may be used for nonprofit educational purposes.

Less than this kind of bill the Ad Hoc Committee has said it will not accept. These principles are translated into statutory formulae by means of specific Ad Hoc Committee proposals described in the following sections.

### SECTION 3 -- Limited Copying and Recording for Educational Use

Since 1909 the copyright law has specifically contained the "not-for-profit" principle, authorizing the nonprofit public performance of nondramatic literary and musical copyrighted works without requiring consent from the copyright owner. This "not-for-profit" provision protected educational uses.

Pending copyright bills destroy this basic doctrine, and substitute categorical exemptions set forth in §110 of H.R. 2512-S.597. The Ad Hoc Committee believes this to be an unwholesome retrogression contrary to public interest. On this score, the present law better serves the public interest in its broadest reach, by distinguishing between nonprofit and commercial uses of copyrighted materials and recognizing a special and primary right for such nonprofit uses. The failure of current copyright bills to make the vital initial distinction between nonprofit and commercial users is, according to Ad Hoc, a serious blind spot in the current copyright revision effort.

The Ad Hoc Committee believes that Senator John L. McClellan, Chairman of the Senate Subcommittee that held copyright hearings, expressed the wiser view of public policy:

"... Once they put it out on the market, as long as somebody does not duplicate it for sale, in my judgment, so long as it is being used for educational purposes and for nonprofit entertainment, I do not think they are entitled to royalty when it is used for that purpose."<sup>1</sup>

The revision program was not always so defective. In his 1961 Report the Register accepted and espoused continuance of the

"not-for-profit" concept:

"We believe that the principle of the 'for profit' limitation . . . , and the application given to that principle by the courts, strikes a sound balance between the interests of copyright owners and those of the public . . . . We believe, however, that any attempt to specify the various situations in which the principle applies would be likely to include too much or too little, and to raise new uncertainties."<sup>2</sup>

From the outset, the Ad Hoc Committee agreed with and insisted upon the "not-for-profit" concept so expressed by the Register in 1961. The Ad Hoc Committee's original proposal was a two-pronged approach for copyright revision:

- I. Retention and Expansion of "Not-For-Profit" Principle, and
- II. Statutory "Fair Use."

"Not-For-Profit" Principle

The 60-year-old "not-for-profit" principle was, in effect, an automatic but limited statutory exemption giving restricted rights to nonprofit education to use copyrighted material without clearances or royalties.

In accepting the principle enunciated by the Register in 1961, the Ad Hoc Committee proposed to effectuate it by (a) retention of the "not-for-profit" concept for nonprofit educational use, and (b) application of the concept to both (i) performance and (ii) restricted copying and recording for nonprofit educational purposes.

This objective, which has continuously been regarded as the most urgent of Ad Hoc's proposals, was formulated by the Ad Hoc Committee into legislative language as an amendment to H.R.4347-S.1006. On March 1, 1965, the Ad Hoc Committee proposed the following new proposed §111:

"§111. Limitations on exclusive rights: Educational copies and recordings

Notwithstanding the provisions of §106, it is not an infringement of copyright for anyone law-

fully entitled under §109 to perform, exhibit, or to transmit a performance or exhibition of, a copyrighted work (save those originally consumable upon use, such as workbook exercises, problems, or answer sheets for standardized tests)

- (a) to make no more than one copy or phonorecord of the work in the course of such use, provided that no copy or phonorecord may be made of dramatic works (including any accompanying music), pantomimes and choreographic works, and motion pictures or filmstrips unless the performers and the audience are limited to students, faculty, or staff, and
- (b) to make a reasonable number of copies or phonorecords of excerpts or quotations from the work, provided that such excerpts or quotations are not substantial in length in proportion to their source

solely for purposes of such person's or organization's own teaching, lawful performances, exhibitions and transmissions, for course work study in connection therewith, for research or for archival purposes, provided that no such copyrighted material is sold or leased for profit and that no direct or indirect private gain is involved."

The Ad Hoc Committee's objective in connection with this proposed §111 was stated as follows:

"In order to protect the teaching process and enable teachers to teach creatively, the Ad Hoc Committee recommends that the law be written specifically to authorize teachers to make copies or recordings for purely noncommercial teaching purposes as follows:

- a single copy of an entire work such as
  - a poem
  - a transparency of a chart, graph, diagram from a book, newspaper or a magazine
  - a short story
  - an essay
  - a map
  - a TV or radio program
  - an article from a magazine

(The Committee is NOT asking for the right to make a single copy of an entire book or novel; dictionary, reference book, encyclopedia, magazine or newspaper, pamphlet or monograph; workbook or standardized test; motion picture or filmstrip.)

--Multiple copies of excerpts or quotations from copyrighted works such as excerpts from contemporary writings in a duplicated examination, the reproduction of a map or a chart from a newspaper or from a text for classroom use, the making of a diagram from a magazine for overhead projection, or the recording of a school orchestra for the purpose of self-evaluation.

(The Committee is NOT asking for the right to make copies of materials originally consumable upon use, such as workbook exercises, problems, answer sheets for standardized tests.)"<sup>3/</sup>

On April 18, 1966 the Ad Hoc Committee issued a one-page explanation of §111's objectives, as follows:

"EXPLANATORY LANGUAGE ON AD HOC COMMITTEE'S SECTION 111

Under the present law, there is controversy whether and to what extent copies and recordings of copyrighted materials, in whole or in part, may be made for instructional purposes. Over the years, a general and largely unchallenged practice has grown up of making copies and recordings of copyrighted works or excerpts of such works for classroom use, educational television, and related teaching purposes. This practice has been defended as authorized under two aspects of the Copyright Act of 1909, as amended: (1) the not-for-profit provision and (2) "fair use."

The Ad Hoc Committee believes that teachers should be enabled to make creative use of copyrighted material in the classroom. It recognizes at the same time the possibility of abuse by individuals of the privilege of using copyrighted materials. The language of Section 111(a) will permit teachers and educational organizations to make a single copy of an entire non-dramatic work for purely noncommercial teaching purposes. For example, a teacher could copy or record a poem; a transparency or a chart, graph, diagram from a book, newspaper or a magazine; a short story; an essay; a

map; a performance by a school chorus or band for the purpose of self-evaluation; a television or radio program from a series; or an article from a magazine.

The Ad Hoc Committee does not intend Section 111(a) to extend to such practices as making a copy of an entire book, novel, dictionary, reference book, encyclopaedia, magazine, newspaper pamphlet, monograph, workbook, standardized test, motion picture, filmstrip, or any other use intended to supplant the purchase of instructional material easily available through commercial channels.

Section 111(b) would permit, for noncommercial educational purposes, the making of multiple copies of excerpts or quotations from copyrighted works such as excerpts from contemporary writings in a duplicated examination or classroom exercise, the reproduction of a map or a chart from a newspaper or from a text for classroom use, or the making of a diagram from a magazine for overhead projection. It would not permit copying of excerpts from materials originally consumable upon use, such as workbook exercises, problems, or answer sheets for standardized tests."

The Ad Hoc Committee's double-pronged approach (e.g., retention and expansion of the "not-for-profit" principle, coupled with statutory "fair use") is the simplest, fairest, and most certain way to serve education's needs under the copyright law.

However, the Ad Hoc Committee agreed to a compromise position, in order to achieve the same general result in a different way through

- A. a revised and somewhat more specific statutory "fair use" section, and
- B. a legislative history (by means of a Congressional Committee report) sanctioning approved educational practices under the copyright law. [The House Report, described below, especially mentions many examples cited by testimony and documents of the Ad Hoc Committee and its constituent groups.]

## II. Statutory "Fair Use"

59

At the suggestion of Dr. Harold E. Wigren, Chairman of the Ad Hoc Committee, a series of so-called "summit conferences" were called by the Register of Copyrights. The top representatives of education, the publishers and organized authors were called together in June, 1966, under Chairmanship of Mr. Herbert Fuchs, Counsel to the House Judiciary Subcommittee that had been holding legislative hearings. The purpose was to explore areas of agreement and disagreement among the various interests involved, and especially areas of possible accommodation.

There were six such meetings, one devoted to classroom uses, one to "fair use," two to educational broadcasting and two to computers. Attendance was on a limited invitation basis. At these meetings, the Ad Hoc Committee was represented by a total of 18 persons, variously selected to attend a particular meeting on the basis of the agenda topic and with reference to insuring representation from all major facets of Ad Hoc's concern.

The meetings were highly significant and often witnessed a genuine effort to grapple with problems in a spirit of mutual accommodation. Perhaps the single most direct result of these "summit conferences" was an agreement upon a statutory "fair use" provision with major substantive changes in language and associated Congressional Committee reports. This agreement resulted in (a) §107 being adopted by the House in H.R.4347, 89th Congress, 2nd Session and in H.R.2512, 90th Congress, 1st Session; and (b) the accompanying House Report No. 2237, 89th Congress, 2nd Session and House Report No. 83, 90th Congress, 1st Session.

Section 107 reads as follows:

### "§107. Limitations on exclusive rights: Fair Use"

Notwithstanding the provisions of section 106, the fair use of a copyrighted work, including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified by that section, for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching, scholarship, or research, is not an infringement of copyright. In determining whether the use made of a work in any particular case is a fair use, the factors to be considered shall include:

- (1) the purpose and character of the use;
- (2) the nature of the copyrighted work;

- (3) the amount and substantiality of the portion used in relation to the copyrighted work as a whole; and
- (4) the effect of the use upon the potential market for or value of the copyrighted work."

The compromise thus effectuated carried with it the agreement by the Ad Hoc Committee to forego its insistence upon its proposed §111.

This compromise must be understood in the light of the voluminous testimony and the heated controversy on the uncertainties of "fair use" for educational purposes under present law. The Ad Hoc Committee consistently regarded "fair use" as insufficient to be the principal means for meeting education's needs because of "fair use's" uncertainty and unreliability. Dr. Wigren testified thus:

"... statutory fair use is not enough for education to do its job. Fair use is not a sufficient guideline to the classroom teacher to know when copyrighted materials may or may not be used. Under the present law we have fair use judicially interpreted plus the 'for profit' limitation. Under H.R.4347 we have statutory fair use merely mentioned and no 'for profit' limitation. Substituted for the 'for profit' limitation is a most inadequate and limited §109 which gives categorical exemptions rather than a uniform general one."<sup>4</sup>

At various Congressional hearings, Ad Hoc's Counsel, Harry N. Rosenfield, went into considerable detail as to the uncertainties of "fair use" for teachers. (For a general analysis of this point, see Exhibit 2.)

The House Committee itself officially recognized this situation:

"Although the courts have considered and ruled upon the fair use doctrine over and over again, no real definition of the concept has ever emerged."<sup>2</sup>

Therefore, the House Committee adopted the compromise as a means of

"recognizing the need for greater certainty and protection for teachers" (p.31). Thus the House Committee's Report specifically states:

"The committee sympathizes with the argument that a teacher should not be prevented by uncertainty from doing things that he is legally entitled to do and that improve the quality of his teaching. It is therefore important that some ground rules be provided for the application of fair use in particular situations." (p.32).

Therefore, the Report is designed to

"provide educators with the basis for establishing workable practices and policies." (p.33)

Consequently, in the light of the entire legislative history the Ad Hoc Committee believes the total compromise on "fair use" (developed at the "summit conference" and adopted in the House bill and Committee Report) gives to "fair use" a statutory and Congressional infusion of positive doctrine where prior judicial gaps prevailed. As Ad Hoc sees it, the effect of the House bill and report, taken together, is to write into statute the basic position (although not necessarily all the specifics) espoused by the Ad Hoc Committee in connection with its proposed statutory authorization for limited educational copying and recording.

The Ad Hoc Committee's acceptance of the compromise was based upon the recognition and joint presence of five essential and indispensable elements, in proper and agreed-upon balance, as follows:

A. Statutory recognition of "fair use" as a permanent right under copyright law.

This essential element involves two aspects:

- (1) adoption of the full text of §107 as voted by the House, without any textual changes whatsoever.

Efforts on the part of some members of the copyright proprietors' community to seek so-called "clarifying" or other changes are unacceptable to Ad Hoc.

- (2) "Fair use" is a permanent provision in the copyright law, in no way to be diminished by any proposed clearing house or licensing system. [For comments on a copyright clearing house, see Exhibit 3.]

"Fair use," and the limited educational copying and recording it specifically authorizes by statute, is not an occasional or merely casual right; it is a constant and continuing right. Under the compromise, "fair use" is a fundamental and permanent statutory charter for education. "Fair use" is not given by leave of the copyright owner, but is specifically and statutorily reserved for education by Congress out of the copyright monopoly. It is not a privilege awarded by the publisher, but a right specified by law.

One witness before Congress was candid enough to state that he regarded fair use "as a temporary safety valve until some clearing house system is established. At that time, the concept of fair use should lose its importance and die off as some form of vestigial tail."<sup>6/</sup> If this is true, Ad Hoc wants nothing of such phoney "fair use," and is free of any commitment to the compromise agreement.

- B. Inclusion of words: "for purposes such as criticism, comment, news reporting, teaching, scholarship, or research."
- C. Inclusion of words: "including such use by reproduction in copies or phonorecords or by any other means specified by that section [§106]."

Such language would be the first statutory recognition that "fair use" includes copying and recording, and was designed and accepted to settle clearly and unmistakably the legal right of education to photo-duplicate and record within the limits of "fair use."

There is imminent danger of a complete breakdown in connection with this indispensable element of compromise. The Senate adopted S.2216, 90th Congress, 1st Session, to set up a National Commission on New Technological Uses of Copyrighted Works. One provision in this bill is in effect a major textual change of §107 which is an unacceptable change in meaning and purpose of §107, and therefore renders both S.2216 and §107

unacceptable to the Ad Hoc Committee. Section 1(b)(2) of S.2216, as explained by the Senate Report, completely reopens the whole issue of photoduplication, which the compromise agreement was supposed to settle and close under §107.

Section 1(b)(2) reads as follows:

"(b) The purpose of the Commission is to study and compile data on the reproduction and use of copyrighted works of authorship . . . (2) by various forms of machine reproduction."

The Report of the Senate Committee states in general terms:

"It is not the intention of the committee that the Commission should undertake to reopen the examination of those copyright issues which have received detailed consideration during the current revision effort, and concerning which satisfactory solutions appear to have been achieved."//  
[emphasis added]

However, when the Senate Committee's report gets to the specifics of photoduplication, quite another situation seems to prevail:

"Another important copyright issue arising from technological developments is the reproduction of copyrighted material by use of various machines. Photocopying in all its forms presents significant questions of public policy, extending well beyond that of copyright law. No satisfactory solutions have emerged in the limited consideration devoted to this problem during the current revision effort. Therefore, the establishment of some type of study commission appeared to be both necessary and desirable." (p.2)  
[emphasis added]

The Senate Committee's Report incorporates a report from the Librarian of Congress on his and the Register's behalf. This latter report comments:

"The scope of the Commission's aims and duties is stated in a way that is broad enough to cover a wide range of significant uses of copyrighted material by automatic data transfer systems and reproducing devices, but not to include review of problems that have been the subject of extensive separate study, such as uses by community antennae television systems or typical educational broadcasting stations." (p.5)

The Ad Hoc Committee notes with dismay the failure to exclude from the Commission's scope of duty the matter of "fair use" by photoduplication and recording.

At its meeting of March 13, 1968, the Ad Hoc Committee reaffirmed its opposition to §1(b)(2) in the light of the Senate Committee's report. Dr. Wigren wrote to the Register on April 18, 1968, as follows:

"... it reopens the entire issue of photocopying and fair use of copyrighted materials for schools, an issue which we all assumed was settled by the agreements that the House committee adopted in its report."

Unless §1(b)(2), as so interpreted, is eliminated, the Ad Hoc Committee regards the compromise agreement as having been abrogated, and therefore will be free to return to its original position or take some other position in the legislative debates of 1969.

D. Inclusion of the following four criteria for "fair use"

- "(1) the purpose and character of the use;
- (2) the nature of the copyrighted work;
- (3) the amount and substantiality of the portion in relation to the copyrighted work as a whole; and
- (4) the effect of the use upon the potential market for or value of the copyrighted work."

E. Inclusion of a suitable legislative history in the Congressional Committee's report.

The Ad Hoc Committee receded from its original two-pronged approach and its proposed bill and accepted a compromise involving a rewritten "fair use" provision and a clear legislative history only upon the basis of the iron-bound Congressional assurance that

"the doctrine of fair use, as properly applied, is broad enough to permit reasonable educational use."<sup>8</sup>

The objective of infusing some reasonable degree of certainty into "fair use" was a sine qua non for Ad Hoc, was accepted at the "summit conferences", and was adopted by the House Committee, as indicated above (p.37). This certainty was to derive not only from the language of the bill, but also from the Congressional Committee's report. As the House Committee's Report put it,

"It is therefore important that some ground rules be provided for the application of fair use in particular situations." (p.33)

Thus, it set forth its "intention . . . with respect to the application of the fair use doctrine in various situations" (p.31), as a means of providing some degree of reasonable certainty so that teachers may continue superior teaching practices without fear of infringement or liability.

All of this need for certainty was especially true in the field of copying and recording copyrighted works. According to the Copyright Office's General Counsel, no court under existing law had "ruled specifically on cases involving the reproduction of copies for purposes of research or teaching."<sup>9</sup> The House hearings are replete with disagreements among copyright law experts as to just how far, if at all, fair use allows copying, either in single or multiple copies. The House Committee's Report itself recognized the need to provide teachers with some degree of certainty on copying, particularly in terms of the four statutory criteria:

". . . some explanation of the considerations behind the language used in the list of four criteria is advisable. This is particularly true as to cases of copying by teachers, since in this area there are few if any judicial guidelines." (p.32)

The Report specifically recognized the need to explain the language in §107 that "fair use" included "such use by reproduction in copies

66  
or phonorecords or by any other means specified . . ." because

" . . . of the lack of any judicial precedent establishing that the making of copies by a teacher for classroom purposes can, under appropriate circumstances, constitute a fair use . . ." (p.33)

Therefore, statements in the Committee's report on copying are of particular significance. And there is one such statement which negates the compromise agreement, so far as the Ad Hoc Committee is concerned. As indicated, one of the required elements in the compromise was that Section 107 should set forth four of the criteria which may be used for determining "fair use." Ad Hoc's agreement to the compromise is correctly stated in the House Committee Report's comments that the fourth criterion "must always be judged in conjunction with the other three criteria," (p.35) and that the four criteria "must be applied in combination with the circumstances pertaining to the other criteria." (p.32) However, these statements--which are the essence of the compromise agreement--are wholly vitiated by another statement in the House Report dealing with the fourth criterion [e.g., "the effect of the use on the potential market for or value of the work"], as follows:

"Where the unauthorized copying displaces what realistically might have been a sale, no matter how minor the amount of money involved, the interests of the copyright owner need protection." (p.35) [emphasis added]

The language "no matter how minor the amount of money involved" has been aptly called "a sort of De Minimis rule in reverse."<sup>10/</sup> It flies in the face of the combined consideration of all four criteria and prevents dealing with all four criteria in conjunction with each other. It seems to be a categorical assertion which, in effect, wipes out the other three criteria. At the very least, it creates such uncertainty as to vitiate the meaningfulness of the entire section and to prevent it from operating as it was intended, to authorize limited copying and recording for educational purposes.

The House Report's restrictive language on the fourth criterion in §107 is all the more important because the Report states that this fourth criterion is "often the most important of the criteria of fair use." (p.35)

The Ad Hoc Committee never accepted--and does not now accept--any compromise agreement whereby it foregoes its original proposal

67  
for a limited statutory exemption, as proposed by its §111, for a "fair use" provision interpreted by the language "no matter how minor the amount involved."

For the Ad Hoc Committee, all five elements, jointly, are essential and indispensable to its acceptance and the continued viability of the compromise agreement. If any are missing, the Ad Hoc Committee is no longer bound by any such compromise, and it will revert either to its original position or to another position suited to protecting education's interest under the copyright law. This position was reaffirmed by the Ad Hoc Committee on October 16, 1968.

### III. Waiver of Statutory Damages

Under present law, any infringement--no matter how innocent, no matter how harmless--subjects the infringer to minimum mandatory statutory damages of \$250 for each infringement.

The Ad Hoc Committee has consistently urged that the copyright law grant discretionary authority to the courts to waive all statutory damages for innocent infringement in a nonprofit educational situation. In the current revision bills, Section 504(c) (2) provides such discretion only to

" . . . instructors in a nonprofit educational institution . . . in the course of face-to-face teaching activities in a classroom or similar place normally devoted to instruction . . . "

The Ad Hoc Committee has some qualms whether the definition of innocent infringement is so rigid as to be self-defeating. In addition, the Ad Hoc Committee urgently proposes that the waiver be extended to educational broadcast teachers and to librarians. The rationale for including such groups is identical with one of the basic purposes of the Ad Hoc Committee's proposal for §111 and its later acceptance of the "fair use" compromise. That purpose, as recognized by the House Report is, "the need for greater certainty and protection for teachers" (p.31). Educational broadcast teachers and librarians need and merit this same "greater certainty and protection."

#### SECTION 4 -- Reasonable Use of New Educational Technologies

New educational technology of one kind or another is burgeoning. Although the major purpose of copyright revision efforts is to update the 1909 law, current bills freeze use of such educational technology to the level of 1960's developments and make no allowance for new technology in teaching and learning. There are a whole series of such technologies, the educational use of which is threatened by copyright revision, including

- I. various audio-visual devices designed for individualized and independent learning;
- II. educational broadcasting; closed circuit cable and microwave (ITFS, 2500 megahertz);
- III. educational use of computers and other electronic retrieval and storage devices.

#### I. Individualized Instruction

Teaching and learning have been changing in America's schools. Instead of "class" work, more and more teaching emphasis is on "individuals" or small groups. Such individual approaches require materials for individual students presented either by the teacher or through a listening center in a tutorial situation or by an audio- or video-retrieval system. Increasingly, students take more and more responsibility for their own learning and are provided opportunities for self-directed, informal, unsystematic learning activities to replace systematic, instruction-teaching activities. Record players and tape recorders with earphone sets are becoming common in schools at all levels, to bring the learning materials to the students. One of the most rapidly growing developments is the audio-remote-access system, sometimes referred to as "dial-access." There are also a few video remote-access systems. In such educational technology, the transmission of the material is activated by the students, not by teachers. This is a creative and fruitful learning process.

Section 110(2)(C) of H.R.2512 [which is identical with S.597's §110(2)(D)] virtually eliminates individualized student use of copyright material in such system. This section denies copyright uses where the work is on a student-activated transmission from a computer or other storage and retrieval system. What is here involved is "dial access" programs, computer-assisted instruction, and

similar new educational technologies. This section virtually bars individualized uses of the newer educational classroom technology whose purpose is to encourage independent learning activities. This provision is highly deleterious to effective teaching as educational technology now knows it, no less than to what is in prospect.

Take for example the foreign language laboratory. Schools buy tape-recorded speech patterns for students to imitate. When the tape is used on a machine in the room where the student is located (so that transmission is unnecessary), §110(2)(C) of H.R.2512 does not apply. Where the tape is used by means of a machine which transmits the sounds at a teacher's activation, the section does not apply. But where the identical tape is used in the identical machine, but is activated by a student, even if he is in the same room with the teacher, this would be forbidden by the section in question. Or if the student was ill and absent and tries to make up the lesson later on the very same system, it is barred. It must be noted that here there is not necessarily any question of copies. Schools are using mostly tape they bought for the very purpose for which it was purchased, e.g., to be heard by the student in order that he might learn by imitating a purchased tape. There is an internal inconsistency in the bill: if a teacher pushes the button, so to speak, the use of copyrighted material on such a transmission is permissible; if a student does, it is impermissible.

The reason given for this inconsistency is that activation of the system by individual students substitutes for purchase of copies. The argument is invalid. In most cases, no copyright at all is involved (and consequently no deleterious effect on sales). Education here is not copying copyrighted works, but only displaying or performing the very copyrighted work which was bought for the purpose of display or performance.

Dr. Anna L. Hyer, Executive Secretary, Department of Audio-visual Education, NEA, testified in the Senate under the Ad Hoc Committee's umbrella, as follows:

"The proposed copyright law seems to make the modern information delivery systems illegal . . . . If bill 597 now goes through as it is, we feel we will be required to use horse-and-buggy methods of performance and display with new technological developments."<sup>1</sup>

Education is increasingly moving in the direction of individualized learning. It is becoming less and less teacher-oriented and more and more student-oriented. Section 110(2)(D), S.597, is a body-blow to all this. The Ad Hoc Committee has indicated that it will not accept any copyright revision bill which includes §110(2)(D) as it appears in S.597.

## II. Educational Broadcasting

The Ad Hoc Committee originally proposed retention of the "not-for-profit" concept in the revised copyright law. That principle is now, and would be, applicable not only to instructional use of copyrighted material, but also to general, cultural and community programs on educational broadcasts.

As part of its general compromise, the Ad Hoc Committee now seeks a specialized and limited exemption only for instructional broadcasting uses of copyrighted material.

Educational radio and ETV stations must operate wholly noncommercially. They are licensed by the FCC only to nonprofit educational organizations such as public school systems, universities, State Departments of Education and nonprofit community educational corporations. These stations are small, with few employees and very limited budgets.

Especially with ETV, excellence and diversity of programming will depend upon interconnections of stations by means of actual electronic interconnections or by recordings. ETV stations, in particular, use copyrighted materials such as photographs, maps and charts, literary material and music. Under the present law's "not-for-profit" provisions, such copyrighted materials may be used in local educational broadcasts without clearance or royalties.

The two current bills have differing provisions applicable to educational broadcasting, although both started out identical. H.R.2512 was amended on the floor of the House so that §110(2) and §112(b) substantially differ from the comparable provisions of S.597. The Ad Hoc Committee recommends adoption of the House version, with additional provisions.

The Ad Hoc Committee's recommendations in this area relate to the following matters:

A. The difference between closed circuit and open channel broadcasting

S.597 and the House Report on the similar provisions of H.R.2512 (see p.41, 2nd full paragraph) fail to distinguish between closed circuit or point-to-point instructional broadcasting, on the one hand, and open channel broadcasting, on the other. This failure is based upon an error of fact. Closed circuit transmissions and ITFS consist of limited, controlled systems within the schools; they are not controlled or closed transmissions not available to the public and are only extensions of the classroom. It is unrealistic and unreasonable to treat them just like open channel broadcasts which can be picked up by anyone who tunes in. As Dr. Anna L. Hyer, Executive Secretary, Department of Audio-visual Education, NEA, testified before the Senate Subcommittee:

"We feel then, that closed-circuit television should be accorded equal status with face-to-face teaching, because in modern technology they are almost the same."<sup>2</sup>

Consequently, the Ad Hoc Committee believes that closed circuit or controlled transmission should not be subject to §110(2) which deals with open channel broadcasting, but should be subject to a new proposed §110(1A). The text of this proposal, as submitted to the Senate Subcommittee, is as follows:

"Section 110. Limitations on exclusive rights: Exemption of certain performances and displays.

Notwithstanding the provisions of section 106, the following are not infringements of copyright:

(1) . . .

(1A) performance or display of a work by instructors or pupils by or in the course of a closed transmission by a governmental body or other non-profit organization if such performance or display is in the course of the teaching activities of a nonprofit educational institution.

(2) . . .

[NOTE: Underlined matter is proposed new language]

[NOTE; It is the intent of the Ad Hoc Committee on

Copyright Law Revision that 110(1A) refer to controlled or closed transmissions and that 110(2) refer to uncontrolled or open transmissions.]<sup>3/</sup>

### B. The 100-mile Limitation

§110(2)(B) of S.597 allows educational broadcasts of copyrighted material only if

"the radius of the area normally encompassed by the transmission is no more than 100 miles."

This provision was deleted from H.R.2512 as passed by the House.

The Senate bill's provision has particularly heavy and harmful impact on ETV, since practically half of all ETV stations share some programs on a simultaneous basis with at least one other ETV station. Such arrangements will continue to grow. If the 100-mile limitation is enacted, it will drastically impair ETV's effectiveness.

State-wide instructional broadcasting is an important teaching tool in the effort of States to provide high quality instruction to all their people. Such state-wide systems now exist in 13 states or jurisdictions (Alabama, California, Connecticut, Georgia, Hawaii, Maine, Minnesota, Nebraska, North Carolina, Oklahoma, Oregon and South Carolina, as well as in Puerto Rico). They are also under construction in six others: Kentucky, Mississippi, New Hampshire, New York, South Dakota and Vermont. The 100-mile provision would cancel out any such instructional broadcasting in these states.

The Ad Hoc Committee recommends and urges the provision of §110(2)(A) and (B) as passed by the House in H.R.2512 [but not (C)] as follows:

"§110. Limitations on exclusive rights: Exemption of certain performances and displays

Notwithstanding the provisions of section 106, the following are not infringements of copyright:

(1) . . .

(2) performance of a nondramatic literary or musical work, or display of a work, by or in the course of a

transmission by a governmental body or other non-profit organization, if:

(A) the performance or display is a regular part of the systematic instructional activities of a governmental body or a nonprofit educational institution; and

(B) the transmission is made primarily for:

(i) reception in classrooms or similar places normally devoted to instruction, or

(ii) reception by persons to whom the transmission is directed because their disabilities or other special circumstances prevent their attendance in classrooms or similar places normally devoted to instruction, or

(iii) reception by officers or employees of governmental bodies as part of their official duties or employment . . ."

#### C. Recordings -- number and period of use

S.597 permits only two recordings of a program and -- except for one copy for purely archival purposes -- requires destruction of the copy within one year after its first broadcast, §112(b). This provision was eliminated in the House-passed H.R.2512 which authorized copies or phonorecords of a particular program without such harmful limitations to education.

##### (1) Number of Recordings

S.597 would allow two copies, only one of which may be used for actual broadcast and for exchange with other stations. Having only one copy of the Thanksgiving history lesson to send to other areas means that at best it could be mailed (the most common shipping method) to only one or two other areas, or they would have their Thanksgiving program some time after Christmas.

In order that ETV may be effective, multiple copies are required. The exchange practice of ETV stations require multiple copies for reasonable contemporaneous broadcast. The station broadcasting such an exchanged program would, if it produced the program itself, have the right to use the copyrighted materials without clearance and royalties.

##### (2) Period of use of recordings.

School curricula are composed of lessons repeated annually to

the new age groups coming into school. A one-year privilege allows only one re-use of a school lesson, providing that the calendar hasn't added an additional day to the year in the meantime.

More than one-third of all ETV lessons today are repeat broadcasts of lessons more than one year old. And roughly 80% of all lessons proposed for broadcast today are prepared with the expected life well in excess of one year. To require the destruction of a broadcast lesson after one year, and the remaking of the identical lesson on a new tape next year, is a gross waste of time and talents. For such lessons ETV requires a life as long as the program has utility.

The Ad Hoc Committee recommends and urges the provision of §112(b) as passed by the House in H.R.2512 as follows:

"(b) Notwithstanding the provisions of section 106, it is not an infringement of copyright for a governmental body or other non-profit organization entitled to transmit a performance or display of a work, under section 110(2) or under the limitations on exclusive rights in sound recordings specified by section 114(a), to make copies or phonorecords of a particular transmission program embodying the performance or display."

#### D. "Fair Use"<sup>w</sup>

A most unsatisfactory situation arises out of the statement in the House Report (p.36) which discriminatorily restricts "fair use" for educational broadcasts and seems to suggest a separate and more limited "fair use" for educational broadcast teachers than is available to other teachers. The House Report language could very well negate entirely the application of "fair use" to educational radio and television teachers.

As the Ad Hoc Committee testified before the Senate Subcommittee:

"... the 'fair use' needs of teaching are the same whether over the air or in the classroom"<sup>4</sup>

---

\* Section 3 of this paper discusses "fair use" under §107 which is identical in language in both H.R.2512 and S 597.

The Ad Hoc Committee rejects any special restriction on "fair use" for broadcast teachers as unfair, unjust and unreasonable.

#### E. Licensed Uses

The Ad Hoc Committee believes that there are two levels of use of copyrighted materials by educational broadcasters:

1. those permissible by reason of the limited exemptions which the copyright law should provide, and through statutory "fair use"; and
2. those for which reasonable fees should be paid.

In this latter connection the Ad Hoc Committee proposed to the Senate Subcommittee that where such exemptions or "fair use" are inapplicable, the copyright statute should provide for licensed use of copyrighted materials for nonprofit educational transmissions, at reasonable fees. It is absolutely essential to note that this statutory licensing proposal is not intended in any way to impinge upon either the statutory exemptions or on "fair use," but rather merely to supplement those provisions as applicable to educational broadcasting.

As a means of consolidating into one section all the provisions specifically applicable to educational broadcasting, the Ad Hoc Committee proposed to the Senate Committee a new section to be substituted for Sections 110(2) and 112(b).<sup>2/</sup> This proposal is set forth in Exhibit 4.

### III. Educational Use of Computers

Computers (using the term in its broad range) are the fastest growing technological developments in American education today. Nevertheless, the question of their impact on the copyright law was not really discussed or debated in any substantial manner before H.R.2512 was passed by the House. The pending bills do not mention "computers," as such, but they do cover computer use in §110(2)(D) of S.597 [and the identical §110(2)(C) of H.R.2512]. Implicitly, the matter is also covered in §§101, 102, and 106. The language of the bills, plus the statements in the House Report, create serious problems for educational computer use of copyrighted materials.

#### A. Input and Infringement

The computer is a new communications medium. It is a technology about which we know relatively little at this point. Despite this, the pending bills would force legislative decisions on the interrelationship between computer technology and copyright policy before there has been any thorough study of the implications of such interrelationship.

In order that there might be an adequate factual and policy consideration of this interrelationship, the Ad Hoc Committee proposed at the "summit conferences" that a commission be created to study and report. (The Commission under S.2216 will be described below.) There was general agreement with the idea, but a major point of difference was to be the interim status of input into computers.

The Ad Hoc Committee's position is that at least for the interim period while a study was being made,

1. mere input into a computer for nonprofit educational purposes should not be infringement, and
2. questions of permissibility of use, "fair use" and royalties should arise only at the output stage.

The rationale for this so-called "moratorium" for the interim study period was stated by Dr. Fred Siebert, Dean of the College of Communications Arts, Michigan State University, and copyright consultant to the American Council on Education, who served as chairman of a subcommittee of the Ad Hoc Committee which adopted the subcommittee's recommendations. Dean Siebert testified on computers at the Senate Hearings under the Ad Hoc Committee's umbrella:

"We contend that this language of the House report, together with section 106, extends copyright protection to computer transmission uses, and tends to freeze the law in favor of the copyright proprietor and to the detriment of the copyright consumer during this transition period of development and experimentation. We submit that the restrictions imposed by this bill and the accompanying House report will seriously hamper instructional uses of the newer devices as well as scholarly and scientific research and experimentation, and consequently harm the public interest."<sup>1</sup>

Another Ad Hoc Committee witness, Professor Arthur R. Miller, University of Michigan Law School, stated that §110(2)(D) of S.597

"imperils the ability of education to use computers and computer-associated instruction at all levels of education and destroys a long standing practice of legislative relief for the teaching profession from certain copyright restrictions. . . . this is not a neutral bill and section 110(2)(D) demonstrates that."<sup>8/</sup>

As to input, Professor Miller testified:

". . . it is clear that the revision bill makes it a copyright infringement to input copyrighted materials into a storage and retrieval system without regard to the possibility that the copyrighted materials may never be used in a way that will have any economic toll on the copyright proprietor."<sup>9/</sup>

Senate Hiram L. Fong, in a colloquy during the hearings, said that charging for input is like a restaurant imposing a cover charge for looking at the menu, without regard to whether any food was ever ordered.<sup>10/</sup> In a later appearance as a witness, under a different aegis, Professor Arthur R. Miller, said to Senator Fong:

". . . if we are to use modern information transfer technology in an efficient and socially rewarding way, education must be able to look at the menu. Educators and scholars have to be permitted to input materials into the system. They have to be able to look at certain material in computer readable form to see if they want to use it, if they want to bring it out in the form of output or do anything else to it that looks like a traditional copyright infringement. . . . But a user may not know whether the copyright material is useful to him until he can get it into the machine and examine it in ways that would be wholly noninfringement under traditional copyright doctrines.

"Educational institutions buy books; they put them on their library shelves. An English professor goes to the library, pulls Tennessee Williams off the shelf and reads it. That is not an infringement. He may sit there and count the number of times Tennessee Williams uses certain antisocial words. That is not a copyright infringement. He may have research assistants analyze and manipulate the paragraphs, looking for sentence structure and systactical identities within the work. That is not a copyright infringement. Yet under Senate bill 597, if our English professor wants to input the same novel into a data storage and retrieval system to perform the same noninfringing functions, he is infringing because according to the bill, input --looking at the menu--is an infringement."<sup>11/</sup>

The impact of these provisions in making input an infringement is seriously to restrict the development of educational computer technology. Such requirement would prejudice development of the technology and inhibit experiment designed to ascertain the capacity of these new data processing devices.

Failure to adopt the Ad Hoc Committee's position of a moratorium relative to input during the study period would render a fair test of the situation impossible and therefore would cripple the Commission's study. Unless input were not a copyright infringement during the study, neither education nor copyright owners would have the opportunity to experiment with the effect of educational uses of copyrighted works in computers. Educational users would be forced to make advance, unnecessary, and premature decisions as to whether they would ever use (or output) the input materials. The whole purpose of the Commission's study as well as of the technology would be thwarted by compulsion to decide output before input. As professor Miller put it, "this bill, in a host of ways, is too prejudiced against the storage and retrieval system to permit balanced experimentation."<sup>12/</sup>

The Ad Hoc Committee's most recent statement on input was included in its resolution of March 13, 1968 as follows:

"For the period terminating one year after submission of the final report of the Commission on New Technological Uses of Copyrighted Works, reproduction of copyrighted works of authorship

for input in automatic systems capable of storing, processing, retrieving, and transferring information shall not be an infringement of copyright. Thereafter, unless Congress provides otherwise, the legal status of such reproduction shall be determined under the 1909 law."

This position was reaffirmed by the Ad Hoc Committee on October 16, 1968.

#### B. Computer programs

A computer program consists of the instructions to a computer as distinguished from the data stored in, and retrieved from, the computer.

Section 102 appears to extend copyrightability to such computer programs as such. The Ad Hoc Committee opposes such provision as unwise and improper.<sup>13/</sup>

#### C. National Commission\*

S. 2216 would establish a National Commission on New Technological Uses of Copyrighted Works. The Ad Hoc Committee is concerned about the Commission's composition, and believes that there should be a broader public representation. As now envisaged, the Commission consists of two contending sides with a third group acting as arbitrators. The Ad Hoc Committee believes that public representation (not the "interest groups," so called) should predominate in the Commission. In this connection, the Ad Hoc Committee adopted a resolution on July 10, 1967 which contained the following relevant positions:

- (1) "That such a Commission be independent, not within the Library of Congress or within any agency of the Government."
- (2) "That such a Commission be composed of 15 members, with the President to appoint 9 of them representing the public interest generally and with some knowledge of

---

\* See p. 17 et seq. for impact of S. 2216 upon photocopying and "fair use."

the field.' The other 6 were to be equally divided between copyright interests and copyright users 'in education, research, and scholarship.'"

This position was reaffirmed by the Ad Hoc Committee on October 16, 1968.

#### SECTION 5 -- Education's Needs as Affected by Copyright Duration

As previously indicated, education's most pressing need in the copyright law is assurance of reasonable access to copyrighted materials within basic principles. An overriding element in this connection is the term or duration of copyright.

Since one of its earliest meetings, held in Washington, the Ad Hoc Committee has consistently opposed copyright law revision proposals which would radically change the present duration of copyright by adopting a base period measured by the life of the author plus fifty years. The public interest is damaged by efforts to extend the period before which copyrighted works go into the public domain. The Ad Hoc Committee recommends retention of the present law's provision, a 28-year initial period plus a 28-year renewal period. As an alternative, it favors the Register's own proposal in his 1961 Report to the Congress: a 76-year total term, comprised of an initial 28-year term plus a 48-year renewal term.

Since the first American copyright law in 1790, a renewable term has been the characteristic hallmark of our copyright law. The original U.S. copyright law allowed only a 14-year period plus a 14-year renewal. The present law provides for an initial period of 28 years copyright, renewable for a similar period of 28 years after which the work goes into the public domain. The copyright owner's non-renewal puts the work in the public domain after 28 years, and thus education may use such material for its purpose.

The Ad Hoc Committee is principally concerned, in connection with duration, that the renewal requirement be retained because of its effect on the passing of copyrighted material into the public domain. An official Copyright Office study shows that only 15% of all registered copyrights are being renewed at the present time. Therefore, the proposed duration for life-plus-50 would deprive education, in some instances for 100 years, of the present right to use 85% of all registered copyrights after 28 years.

The Ad Hoc Committee believes that the Register of Copyrights was correct in 1961 when he opposed elimination of the renewal requirement:

"We do not believe that the maximum term of copyright--which we are proposing be 76 years from first public dissemination--is necessary or advisable for all works. Experience indicates that the present initial term of 28 years is sufficient for the great majority of copyrighted works; less than 15 percent of all registered copyrights are being renewed at the present time.

"The percentage of renewals varies from one class of works to another. During a recent year, for example, renewals ranged from 70 percent of the eligible motion pictures, down through 35 percent for music, 11 percent for periodicals, 7 percent for 'books' (which includes text material published in various forms) to less than 1 percent for technical drawings."<sup>2</sup>

The Ad Hoc Committee's recommendation -- identical with that of the Register in 1961 -- accomplishes the two objectives of protecting both the author and user of copyright materials, while the life-plus-50 proposal totally ignores and jeopardizes the user's interests. The Ad Hoc Committee's recommendation of 28 years plus 48 years renewal period

1. protects the user, by enabling education to use the 85% of all copyrighted materials which are not renewed, beginning with the 29th year instead of waiting for 100 or so years; and
2. protects the author, by providing the same span of protection, for authors who want it, as contemplated by the life-plus-50 plan.

The Register's Report to Congress in 1961 stated:

"A term of 76 years from the first public dissemination would be generally equivalent to the term most prevalent in foreign countries . . . Thus, . . . this term would achieve

the main purpose of those who have advocated a term of 50 years from the death of the author."<sup>3/</sup>

In his testimony on S.1006, the Register again said in 1965:

"Life-plus-fifty is roughly equivalent, on the average, to a term of 75 years from publication . . ."<sup>4/</sup>

Comment is appropriate on two unjustifiable claims made by proponents of life-plus-50:

### 1. Relation to Foreign Law

One of the main justifications advanced for this proposed radical departure from established American copyright practice of copyright renewal and duration is the assertion that it is necessary for American copyright duration to correspond with that of foreign countries. The spuriousness of this argument is described in Exhibit 5.

### 2. Usefulness of Material in Public Domain

Proponents of life-plus-50 claim that public domain after 28 years is of no real value to education. Here again the Ad Hoc Committee accepts the comments of the Register's Report of 1961:

"Advocates of a uniform single term contend that even though most works have little or no commercial value beyond 28 years, it would do no harm to let their protection continue for the maximum term. They argue that no one is interested in using a work after it has ceased to have commercial value, so the continuation of copyright would be of no practical consequence.

"We believe that this argument is fallacious on two grounds:

--Many works that have ceased to have substantial commercial value in themselves are still useful to scholars, researchers, historians, and educators, as well as to authors of new works based on preexisting ones.

--The argument seems to assume that the public

derives no benefit from having works in the public domain. Copyright protection for a certain period is essential to foster the creation and dissemination of intellectual works and to give authors their due reward. But on the other hand, there are many circumstances in which copyright restrictions inhibit the dissemination of works or their use in the creation of new works.

"We believe that, when authors or other copyright owners feel that they have no need for a longer term, the termination of copyright restrictions after 28 years is in the public interest."<sup>5/</sup>

Lastly, as a matter of legal principle and public policy, it is noteworthy that the U.S. Department of Justice has opposed extension of the term beyond 56 years, as an unwarranted monopoly:

"The Department of Justice is opposed to lengthening the period of copyrights. Copyrights (and patents) are forms of monopolies and should not be extended for periods longer than those now provided by law. The present 56-year monopoly granted to authors is in our view fully adequate to reward authors for their contributions to society. Considering this matter from the viewpoint of the public, which is interested in the early passing of copyrighted material into the public domain, it would seem unwise to extend further the copyright monopoly."<sup>6/</sup>

The Ad Hoc Committee submitted to the Senate suitable language for its proposal on duration of copyright<sup>7/</sup>, and this position was reaffirmed by the Ad Hoc Committee on October 16, 1968.

## SECTION 6 -- Basic Principles of Public Policy

The Ad Hoc Committee believes that there are three basic principles of public policy that should be determinative of copyright legislation:

### I. Reasonable Limitation of Monopolies

"Copyrights," the Attorney General of the U.S. wrote to the

Congress, "are forms of monopolies . . ."<sup>1/</sup> "Even at its best," wrote the Assistant Librarian of the Supreme Court, "copyright necessarily involves the right to restrict as well as to monopolize the diffusion of knowledge."<sup>2/</sup>

Since 1909 Congress has steadfastly exempted nonprofit educational uses from the possibility of restriction on the diffusion of knowledge by such copyright monopoly. The Ad Hoc Committee has urged that, in the public interest, this same kind of Congressional protection for education be written into any new copyright law in order to meet the needs of education for

- A. a more effective and more inclusive accomplishment of the long-standing policy of special recognition for education;
- B. a clarification of ambiguities so that teachers may readily and easily know what they can legally use in teaching our nation's students; and
- C. a logical and reasonable extension of presently available rights under copyright law in order to make effective teaching possible.

## II. The Issue is One of Public Policy, Not Property Rights

Some claim that copyright is a fixed property right and that therefore Congress has no authority to enact copyright legislation protecting education. This is simply not so. A long line of Supreme Court and other cases have held that the scope of copyright protection is a privilege, a creature of statute, and wholly a matter of Congressional discretion to grant or withhold. The House Committee's report on the present copyright law said that "Congress has the power to annex to them [copyrights] such conditions as it deems wise and expedient."<sup>3/</sup>

This view was again confirmed by the Supreme Court as late as June 17, 1968 in the CATV case.<sup>4/</sup>

A fuller analysis of this question appears in Exhibit 6.

## III. Primacy of the Public Interest

The Congress, the Supreme Court, and the Register of Copyrights

have all affirmed the primacy of the public interest over the copyright proprietor's interest:

- A. The House Report on the present law stated that copyright was enacted

"not primarily for the benefit of the author,  
but primarily for the benefit of the public."<sup>5/</sup>

- B. The Supreme Court has said:

". . . the copyright law . . . makes a reward  
to the owner of secondary consideration."<sup>6/</sup>

- C. The Register of Copyrights stated to Congress in his 1961 Report:

"Within limits the author's interests coincide with those of the public. Where they conflict the public interest must prevail. . . . And the interests of the authors must yield to the public welfare where they conflict." (p.6)

"The needs of all groups must be taken into account. But these needs must also be weighed in the light of the paramount public interest." (p.xi)

Copyright proprietors are demanding a greater and more inclusive monopoly. It is for the Congress to decide what protection against such monopoly is to be required for the public interest represented by nonprofit education.

The Ad Hoc Committee believes that education is the most universal expression of public interest in the United States. It will be in "the paramount public interest" for the Congress to enact the proposals of the AD HOC COMMITTEE, in order to enable teachers to make reasonable and limited nonprofit use of copyrighted materials for the vital task of educating the school children and youth of America.

## S U M M A R Y

The Ad Hoc Committee's position on copyright law revision is:

### 1. Limited Copying and Recording [SECTION 3]

- (a) §107 ("fair use") without textual changes [p.14 et seq.]
- (b) a legislative history that affords some certainty for teachers [p.19 et seq.] and
  - (i) assures permanence of "fair use" [pp.16-17]
  - (ii) rejects description of 4th criterion such that fair use is obviated by possibility of any sale "no matter how minor the amount of money involved" [pp.21-22]
- (c) rejection of §1(b)(2) of S.2216 [pp.17-19]
- (d) extension of waiver of statutory damages to broadcast teachers and librarians [p.22]

If these requirements are not all met, Ad Hoc reverts to its original position:

- (1) retention of "not-for-profit" provision [p.10]
- (2) specific statutory authorization for limited educational copying and recording (§111) [p.10]
- (3) statutory "fair use" [p.13]

### 2. New Educational Technologies [SECTION 4]

- (a) Individualized instruction - eliminate §110(2)(D) of S.597 (and identical §110(2)(C) of H.R.2512) which eliminates individualized learning through modern technology [pp.23-25]
- (b) Educational broadcasting [p.25, et seq.]
  - (i) new §110(1A), to differentiate between open and closed circuit transmission of instructional material [pp.26-27]
  - (ii) retain House version of §110(2) and §112(b), relative to copying and recording [pp.27-29]
  - (iii) new section for licensed uses beyond exemption and "fair use" [p.30]
- (c) Computers [pp.30-35]
  - (i) pending Commission study, input for nonprofit educational use is not an infringement [pp.31-34]
  - (ii) computer programs should not be copyrightable [p.34]
  - (iii) Commission to study technology should be [pp.34-35]
    - independent agency
    - composed predominantly of public members

### 3. Copyright Duration [SECTION 5]

The copyright term should comprise an initial period of 28 years plus a renewable period of 28 or 48 years. [pp.35-38]

## NOTES

### Section 1. The Ad Hoc Committee

1. Hearings on S.1006 Before the Subcommittee on Patents, Trademarks and Copyrights, Senate Judiciary Committee, 89th Cong., 1st Sess. (1965) [hereinafter cited as "Senate Hearings (1965)"], "Copyright Law Revision," p.82.

### Section 2. What Education Wants from a Copyright Law

1. Wigren, H.E., "An Educator's Viewpoint," SCHOLASTIC TEACHER, Vol. 85, No. 4, Oct. 7, 1964, p.12-T.
2. Wigren, H.E., Hearings on S.597 Before the Subcommittee on Patents, Trademarks and Copyrights, Senate Judiciary Committee, 90th Cong., 1st Sess. 1967, March 16, 1967, p.152. [Hereinafter cited as "Senate Hearings (1967)"].
3. A. Kaminstein, Senate Hearings (1965), p.65
4. Edinger, Dr. Lois V., Hearings on H.R.4347, Before Subcommittee No. 3, House Judiciary Committee, 89th Cong., 1st Sess., (June 2, 1965), p.385. [Hereinafter called "House Hearings"].
5. Senate Hearings (1965), p.140.
6. CHICAGO TRIBUNE, August 18, 1964, p.24 (editorial).

### Section 3. Limited Copying and Recording for Educational Use

1. Senate Hearings (1965), p.172.
2. COPYRIGHT LAW REVISION, Report of the Register of Copyrights, House Committee Print, 87th Cong., 1st Sess. (July 1961), p.27. [Hereinafter cited as "Register's Report (1961)"].
3. Senate Hearings (1965), p.90.
4. House Hearings, p.317.
5. House Report No. 83, 90th Cong., 1st Sess., on H.R. 2512, March 8, 1967. [Hereinafter cited as "House Report"], p.29.

6. Meyerhoff, Howard A., President, Committee to Investigate Copyright Problems Affecting Communication in Science and Education, Senate Hearings (1967), p.115.
7. Senate Report No. 640, 90th Cong., 1st Sess., on S.2216, p.4.
8. House Report, p.32.
9. Goldman, Abe A., Copyright Law Revision and Music Librarians, LIBRARY JOURNAL, March 15, 1965, p.1268.
10. Clapp, Verner W., Copying - A Librarian's View, Association of Research Libraries (August 1968), p.6.

#### Section 4. Reasonable Use of New Educational Technologies

1. Senate Hearings (1967), p.204.
2. Ibid., p.203.
3. Ibid., p.155.
4. Ibid., p.152.
5. Ibid., p.155.
6. House Report, pp.24-5.
7. Senate Hearings (1967), p.191.
8. Ibid., p.194.
9. Ibid., pp.194-5.
10. Ibid., p.95.
11. Ibid., p.558.
12. Ibid., p.561.
13. For rationale see Professor Miller's statement on behalf of the Ad Hoc Committee, Senate Hearings (1967), pp.198-9.

### Section 5. Duration of Copyright

1. COPYRIGHT LAW REVISION, Studies Prepared for the Subcommittee on Patents, Trademarks and Copyright, Senate Committee on Judiciary, 86th Cong., 2d Sess., Committee print, Study 31, "Renewal of Copyright" (by Barbara A. Ringer), pp. 187, 221.
2. Register's Report (1961), p.51.
3. Ibid., p.51.
4. Senate Hearings (1965), p.68.
5. Register's Report (1961), p.33.
6. Letter of Deputy Attorney General Katzenbach, May 2, 1962, House Report No. 1742, 87th Cong., 2d Session, on H.J.Res.676, p.6.
7. Senate Hearings (1965), p.130.

### Section 6. Basic Principles of Public Policy

1. Letter of Deputy Attorney General Katzenbach, May 2, 1962, House Report No. 1742, 87th Cong., 2d Sess., p.6.
2. Hudon, E.G., The Copyright Period: Weighing Personal Against Public Interest, 49 AMERICAN BAR ASSOCIATION JOURNAL, 759 (1963)
3. House Report No.2222, 60th Cong., 2d Sess., p.9.
4. Fortnightly Corp. v. United Artists Television, Inc., U.S. , 20 L.Ed. 2d 1176, 1180 (1968)
5. Op. Cit. supra n.3, at page 7.
6. U.S. v. Paramount Pictures, Inc., 334 U.S. 131, 158 (1948).
7. Fox Film Corp. v. Doyal, 286 U.S. 123, 127 (1932).

EXHIBITS

1. List of Members of the Ad Hoc Committee
2. "Fair Use" -- An Uncertain and Unreliable Guide for Teachers
3. Unsuitability of Copyright Clearing House
4. Proposed New Section on Educational Broadcasting
5. Copyright Duration
6. Copyright and the Constitution

EXHIBIT 1AD HOC COMMITTEE ON COPYRIGHT LAW REVISION  
(Educational Organizations and Institutions)

1. American Association of Colleges for Teacher Education
2. American Association of Junior Colleges
3. American Association of School Administrators
4. American Association of Teachers of Chinese Language and Culture
5. American Association of Teachers of French
6. American Association of Teachers of Spanish and Portuguese
7. American Association of University Women
8. American Council on Education
9. American Educational Theatre Association, Inc.
10. Association for Childhood Education International
11. Association for Higher Education
12. College English Association
13. Council of Chief State School Officers
14. Department of Audiovisual Instruction, NEA
15. Department of Classroom Teachers, NEA
16. Department of Foreign Languages, NEA
17. Department of Rural Education, NEA
18. International Reading Association
19. Midwest Program on Airborne Television Instruction, Inc.
20. Modern Language Association
21. Music Educators National Conference
22. Music Teachers National Association
23. National Art Education Association
24. National Association of Educational Broadcasters
25. National Catholic Educational Association
26. National Catholic Theatre Conference
27. National Catholic Welfare Conference
28. National Commission on Professional Rights and Responsibilities
29. National Council for the Social Studies
30. National Council of Teachers of English
31. National Education Association of the United States
32. National Educational Television and Affiliated Stations
33. National School Boards Association
34. New Jersey Art Education Association
35. Speech Association of America

NOTE: Representatives of the American Library Association regularly attend Ad Hoc Committee meetings although ALA is not formally a member.

EXHIBIT 2"Fair Use" -- An Uncertain and Unreliable Guide for Teachers

The original, and still prevailing, judgment of the Ad Hoc Committee is that fair use alone is not a reliable and adequate instrument for educators seeking to use copyrighted materials. The Register of Copyrights has said of fair use: "That term eludes precise definition . . ."<sup>1</sup> Elsewhere he officially informed the public: "The line between 'fair use' and infringement is unclear and not easily defined."<sup>2</sup> The most recent treatise on copyright law states that

"The scope and limits . . . are most obscure, so that the issue of fair use has been called 'the most troublesome in the whole law of copyrighting.'"<sup>3</sup>

A study for the Copyright Office reached "the conclusion that fair use is not a predictable area of copyright law."<sup>4</sup> The distinguished Executive Director of the Copyright Society of the U.S.A. wrote to the Copyright Office that "the term 'fair use' defies definition."<sup>5</sup> A National Science Foundation-sponsored study of photocopying said of fair use: "It is significant that no two legal opinions were in exact agreement."<sup>6</sup>

1. Register of Copyrights, Copyright Law Revision, Report to the Congress on the General Revision of the U.S. Copyright Law, House of Rep., Com. on the Jud., 87th Cong., 1st Sess., House Comm. print, July 1961, p.24.
2. Copyright Office, "Fair Use" of Copyrighted Works, Circular 20, 913, June 1962.
3. NIMMER ON COPYRIGHTS, §145 (1963)
4. Copyright Law Revision, Studies Prepared for the Subcommittee on Patents, Trademarks and Copyrights, Sen. Comm. on Jud., Study 14, "Fair Use of Copyrighted Works" (by Alan Latman), p.14, 86th Cong., 2d Sess., Comm. print.
5. Ibid., p.39. (Walter J. Derengerg)
6. Survey of Copyrighted Material Reproduction Practices in Scientific and Technical Fields, by George Fry & Associates (1962), p. V-20.

Fair Use is so uncertain that the Register of Copyrights advises the public that seeks advice as follows:

"When it is impracticable to obtain permission, use of copyrighted material should be avoided unless it is clear that the doctrine of 'fair use' would apply to the situation. If there is any doubt or question, it is advisable to consult an attorney."<sup>7/</sup>

Even expert copyright lawyers disagree on what is and what is not "fair use" in a given set of circumstances. Perhaps the most current example of this is the pending suit by a medical publisher against the U.S. charging that it is not fair use for the National Medical Library of HEW to serve requests for medical journals by sending a photocopy of the article rather than the entire original journal.<sup>8/</sup> Apparently the Department of Health, Education and Welfare, the Public Health Service and the U.S. Department of Justice all believe this practice is fair use, but the publisher disagrees.

At one time a distinguished lawyer for publishers virtually insisted that fair use did not include any reprography at all, and even testified that the doctrine of fair use is not generally applicable to advanced technology.<sup>9/</sup> This same attorney also testified that: "The doctrine of fair use was never intended to afford certainty of the law."<sup>10/</sup>

In response to a question from the chairman of the House hearings as to whether there was a judicial definition of "fair use," the General Counsel of the Copyright Office said that "there

---

7. Op. cit., supra, note 2, ¶5.

8. Williams and Wilkins v. U.S., U.S. Ct. of Claims, No. 73-68 (2/27/68).

9. Hearings before Subcommittee No. 3 of the House Committee on the Judiciary, 89th Cong., 1st Sess. on H.R.4347, "Copyright Law Revision," pp. 1459.

10. Ibid, p.1433.

is no precise definition. This must be gleaned from reading a number of cases." Another witness in the House hearings said that the solution was a "mutual sort of unspoken understanding." One witness said that "any writer" regards it to be fair use for a teacher to make one or two copies of a work, but two lawyers said that fair use never even allowed one copy of a full work.<sup>11/</sup> An author's copyright lawyer even said that copying a work by pencil was an infringement.<sup>12/</sup>

An example of the esoteric basis for fair use is the effort of the Register of Copyrights to give examples in his 1961 Report of what he regarded as clearly fair use.<sup>13/</sup> But the very example he used caused disagreement with the American Book Publishers Council as to whether fair use consisted of "a part" or only "a small part" of a work. However, this was only the beginning of the confusion. In the later House hearings, the General Counsel of the Copyright Office testified that only "a relatively small" part is permissible as fair use. And the Register's Supplemental Report (May 1965) says that fair use applies only for "the relative insignificance of the excerpt copied."<sup>14/</sup> And, to complicate matters even more, the Music Publishers Association of the United States advised teachers they could not use "any part" of any copyrighted work.

Various Federal agencies have submitted reports or testimony on H.R.4347 which also substantiates the difficulty, if not folly, of attempting to rely on fair use in terms of the predictable right to copyrighted material.

The Federal Communication Commission's report on H.R.4347

- 
11. Senate Hearings, p.134.
  12. House Hearings, p.1773.
  13. Cf: Senate Hearings, p.123.
  14. COPYRIGHT LAW REVISION, Part 6, Supplementary Report of the Register of Copyrights, House Com. Print, 89th Cong., 1st Sess., May 1965, p.34.

stated in part:

"However, we are also mindful that 'fair use' is both a limited and an indefinite doctrine . . . . Further, there is no precise way of knowing how much of a copyrighted work can be used in a given situation under the doctrine of fair use. The prospective user would apparently need expert advice to judge each case individually under the provisions set forth in §107, and, even so, there would be the risk of having to defend an infringement suit. . . . we are therefore of the opinion that the doctrine of 'fair use' would not in and of itself, be an adequate answer for educational broadcasting purposes."<sup>15/</sup>

The Health, Education and Welfare Department's report on H.R.4347 says, in part:

- "1. With no reported judicial decisions on the subject, it would be useful to libraries, authors, publishers, scientists, and researchers to have the permissible limits of photocopying spelled out in the statute.
- "2. The failure of a comprehensive revision of the Copyright Law to include a provision on photocopying might be deemed to indicate an intent by Congress not to authorize photocopying by libraries as a limitation on the exclusive rights of a copyright holder."<sup>16/</sup>

If copyright law experts cannot agree, how can the classroom teacher act safely in such matters? Must he have a "hot line" to his lawyer? The difficulty is complicated by the fact that fair use is determined by courts after the fact, when liability for infringement may already have occurred. It has not been an affirmative doctrine, but rather a defense when a user is sued for infringement. And the teacher relying on fair use has the burden of proving that his use was a fair use.

This is not to say that fair use should be abolished or its scope restricted, but only to note the obvious and painful fact

---

15. House Report, p.477.

16. Ibid., p.1133.

that its meaning and applicability to a given use is uncertain, and that it is legally risky for teachers to rely wholly on fair use.

Quite apart from what may be the technical law, how easy will it be to persuade the ordinary classroom teacher or supervisor, or for that matter the normal school board, that fair use is a meaningful doctrine in the face of the kinds of copyright notices they see on materials they want to use reasonably and responsibly. For example, take this one used by a leading publisher:

"All rights reserved. No part of this book may be reproduced or utilized in any form, or by any means, electronic or mechanical including photocopying, recording, or by any information storage or retrieval system without permission in writing from the Publisher."

In the face of that "notice," it would take a bold teacher to rely on fair use for anything.

The ultimate effect is either that teachers will surreptitiously use the work "under the table," or not use it at all, to the detriment of the students. Fair use is not a sufficient guideline for the classroom teacher to know when copyrighted materials may be used. Fair use is not an adequate substitute for an automatic, but limited, exemption proposed by the Ad Hoc Committee on the theory of the present law's "not-for-profit" protection to education.

EXHIBIT 3Unsuitability of a Copyright Clearing House

Over a period of years, various suggestions have been made for a clearing house as a purported means of meeting education's needs in the use of copyrighted materials for nonprofit educational purposes.

On September 15, 1964, the Ad Hoc Committee in plenary session met with the publishers who proposed a clearing house of licensing system. The Ad Hoc Committee formally suggested that the publishers submit a firm and specific proposal. This was never done.

On January 7, 1965, the Ad Hoc Committee heard a proposal from Irwin Karp, Esq., attorney for the Authors League of America, Inc., for a statutory licensing system. Nought came of this.

The Committee to Investigate Copyright Problems Affecting Communication in Science and Education was a major sponsor of a copyright clearing house. It testified before the House Subcommittee in 1965 that it was planning to have "a thorough study" to determine "a feasible method for dealing with the problem of use."<sup>1</sup>/ No such study was ever made.

At one or another time, various subcommittees of the American Bar Association proposed or dealt with suggestions for a clearing house or licensing system. The matter has been the subject of major disagreement between two different ABA subcommittees. Nothing came of these efforts.

At the "summit conferences" in June 1966, the following methods of collection for compensable uses were discussed, beyond fair use:

- (a) compulsory licensing system with government control of rates  
(No group favored this plan.)
- (b) compulsory licensing and stamp plan  
(No group favored this plan.)

---

1. House Hearings, p.1480

- (c) voluntary Clearing House plan  
(This plan was favored by publishers only.)
- (d) free use provided by statute unless copyright owner responds within a specific time period to teacher's request for use (User must notify Library of Congress or copyright owners of intended use; if user does not hear within a given period, he may automatically use material.)
- (e) publisher publishes his copying rates on back of title page or in a separate catalog.

Plans (d) and (e) were left open at the "summit conferences" for consideration. The first three plans were set aside because of objections of one or another group. Nothing has ever come of this.

Despite all these circumstances, the Ad Hoc Committee adopted a resolution on January 25, 1967, as follows:

"The Ad Hoc Committee

- (a) reiterates its position of willingness at this time to consider firm proposals for a clearing house, licensing system, or other alternative method of achieving easy access to copyrighted materials;
- (b) will not at this time participate in any group developing such system."

The unsuitability of a clearing house to meet education's needs in using copyrighted materials has emerged from these and other discussions on the subject. There are at least four reasons:

- (1) There has been no definite and firm plan which the copyright interests themselves would accept, and no disposition to allow user participation in the control of any such plan.
- (2) Such system tends--and may even be designed--to erode fair use instead of being a supplement to fair use.

In this connection it is instructive to note the Senate testimony of one of the strongest supporters of a clearing house, the Committee to Investigate Copyright Problems Affecting Communi-

cation in Science and Education, that fair use was

" . . . a temporary safety valve until some clearing house system is established. At that time, the concept of fair use should lose its importance and die off as some sort of vestigial tail."<sup>2</sup>

- (3) Schools may face the danger of continuous monitoring of classrooms to ascertain the extent and nature of the use of copyrighted material, as a means of administering the system. Schools might also be subjected to unhealthy pressures to use particular materials in order to boost the provider's allocable portion of the clearing house's receipts.
- (4) No system so far discussed or proposed meets the following minimum needs of education:
  - (a) mandatory application
  - (b) complete coverage of all works in a single system
  - (c) protection against unreasonably escalated fees
  - (d) ease of administration within schools.

In any event, whatever the merits of a clearing house arrangement, if any, it in no wise meets the requirements for specific and particular statutory rights and authorizations for education within the copyright law itself, as the Ad Hoc Committee has recommended. A clearing house is not a suitable means for meeting education's needs in a copyright law.

2. Senate Hearings (1967) p.115.

EXHIBIT 4Proposed New Section on Educational Broadcasting

to be substituted for Sections 110(2) and 112(b)  
of H.R.2512 -- S.597

§ \_\_\_\_\_. Limitations on Exclusive Rights: Educational Transmissions

(a) Certain Educational Transmissions Exempted --

An educational transmission embodying the performance or display of a non-dramatic musical, literary, pictorial, graphic or sculptured work is not an infringement of copyright if:

(1) the content of the transmission is a regular part of the systematic instructional activities of a governmental body or nonprofit educational institution;

(2) the performance or display of the copyrighted work is directly related to the teaching content of the transmission and is of material assistance to the instruction encompassed thereby; and

(3) the transmission is primarily for:

(A) reception in classrooms or similar places normally devoted to instruction, or

(B) reception by students regularly enrolled in nonprofit educational institutions, or

(C) reception by persons other than regularly enrolled students to whom the transmission is directed because their disabilities or other special circumstances prevent their attendance in classrooms or similar places similarly devoted to instruction, or

(D) reception by governmental officials or employees in connection with their official duties or employment.

(b) Certain Educational Transmissions Fully Actionable --

An educational transmission embodying the performance or display of a dramatic or choreographic work, pantomime, motion picture or

continuous audio-visual work is actionable as an act of infringement under Section 501 and is fully subject to the remedies provided by Sections 502 through 506.

(c) Limitation of Liability for Certain Educational Transmissions--

With respect to an educational transmission embodying the performance or display of a copyrighted work outside the scope of subsection (a) or (b), liability for infringement under Section 501 does not include the remedies provided in Sections 502, 503, and 506, and the remedies included in Sections 504 and 505 are limited to recovery of a reasonable license fee as found by the court under the circumstances of the case, except as follows:

(1) Where the court finds that the infringer either has failed to make a timely request for a license or has not accepted a timely offer of a license for a reasonable fee, it shall award as statutory damages under Section 504(c) the sum of not less than \$100 nor more than three times the amount of a reasonable license fee as the court considers just, to which may be added a discretionary award of costs and attorneys' fees under Section 505;

(2) Where the court finds that the copyright owner either has failed to make a timely reply to a request for a license or has not made a timely offer of a license for a reasonable fee, it may reduce or withhold any award of damages under Section 504 and may, in its discretion, award to the infringer costs and attorneys' fees under Section 505.

(d) Definitions --

As used in this section:

(1) "Educational transmissions" shall mean public broadcasts over noncommercial educational television and radio stations operated by nonprofit educational organizations under license by the Federal Communications Commission or other appropriate agency;

(2) "Educational transmissions" shall not be precluded from the provisions of this Section \_\_\_\_ by virtue of being:

(A) relayed from, forwarded to, converted into or otherwise interconnected with other educational transmissions or re-transmissions by wire, radio or other communication device; or

(B) fixed on film, tape, disc and/or other copying devices for transmission or re-transmission purposes;

and said interconnection and fixation processes shall be deemed integral parts of the educational transmissions subject to subsections (a), (b), and (c) respectively.

EXHIBIT 5Copyright Duration

One of the principal reasons advanced for the proposal for a copyright duration of life-plus-50, which is a radical departure from established American copyright renewal and duration practice, is the alleged necessity for conformity with the copyright law in many foreign countries. There are many answers to this enforced conformity of our law to foreign law:

First, the U.S. Constitution sets our copyright law apart from all foreign copyright laws. The Constitution permits copyright only "for limited times." The Copyright Act passed immediately after the adoption of the Constitution regarded 14 years as a limited time for initial terms, and the patent law (which comes under the same Constitutional provision) still has only a 17-year term. Thus, the drive for conformity to foreign laws seems to ignore the fundamental limitation in our Constitution which must prevail regardless of foreign laws.

Second, the best interests of the American people must prevail over any mechanical concept of conformity to foreign law. Such conformity is detrimental to the interests of some 45,000,000 school children of America.

Third, adoption of conformity-to-foreign-law as a principal basis for copyright law revision is a dangerous precedent. For example, most foreign countries have no copyright notice requirement except for special kinds of works.<sup>1/</sup> Also, major foreign countries have no system of copyright registration and deposit of copyright material.<sup>2/</sup> By adopting the conformity-with-foreign-laws rationale, do we say that henceforth copyright notice and copyright registration and deposit will also be eliminated although notice has been part of our copyright law since 1802 and registration since 1790?

Fourth, the proposed term of life-plus-50 is unnecessary, according to the Register's 1961 Report, even if Congress wants to make our maximum term generally comparable to that given American works in other countries. All that is necessary, the Register said, and Ad Hoc agrees, is to increase the total term from the present 56 years to 76.<sup>3/</sup>

1. Goldman, Abe A., Copyright Law Revision and Music Librarians, LIBRARY JOURNAL, March 15, 1965, p.1268.

2. Register's Report (1961), p.73.

3. Ibid., p.51.

## EXHIBIT 6

Copyright and the Constitution

There are those who argue that copyright is a property right and that therefore Congress has no authority to limit such property right. This simply is not so. Article I, §8 of the Constitution grants no rights to authors; it merely grants power to Congress to enact copyright legislation. The Supreme Court so ruled in the very first case in which it considered this problem. In Wheaton v. Peters, 8 Pat. 591, 661 (1834), counsel for complainants insisted that the constitutional provisions did not originate a right but merely protected one already in existence. The Supreme Court specifically rejected this argument:

"Congress then, by this act, instead of sanctioning an existing right, as contended for, created it. (661) . . . This right, as has been shown, does not exist at common law--it originated, if at all, under the Acts of Congress." (663) 1/

The House Report on the current Copyright Law of 1909 also made this same point crystal clear:

"The enactment of copyright legislation by Congress under the terms of the Constitution is not based upon any natural right that the author has in his writings, for the Supreme Court has held that such rights as he has are purely statutory rights. . . . The Constitution does not establish copyrights, but provides that Congress shall have the power to grant such rights if it thinks best."2/

There is a long and uninterrupted line of cases that hold unequivocally that copyright protection is completely and solely

1. To the same effect, see Mazer v. Stein, 347 U.S. 201, 214 (1954); Fox Film Corp. v. Doyal, 286 U.S. 123, 127 (1932); Caliga v. Inter Ocean Newspaper Co., 215 U.S. 182, 188 (1909).
2. House Report No. 2222, 60th Cong., 2d Sess., p. 7.

a matter of statute,<sup>3/</sup> and that copyright is only a privilege or a franchise.<sup>4/</sup> Under Supreme Court rulings it is settled law that any copyright right is simply a creature of statute.<sup>2/</sup> As distinguished from literary property, copyright is wholly a matter of Congressional discretion to grant or to withhold.<sup>6/</sup> This doctrine was reaffirmed by the Supreme Court this year in the CATV case, when it ruled:

"The Copyright Act does not give a copyright holder control over all uses of his copyrighted work.<sup>8</sup> Instead, §1 of the Act enumerates several 'rights' that are made 'exclusive' to the holder of the copyright. If a person, without authorization from the copyright holder, puts a copyrighted work to a use within the scope of one of these 'exclusive rights', he infringes the copyright. If he puts the work to a use not enumerated in §1, he does not infringe."<sup>7/</sup>

3. Miller Music Corp. v. Daniels, Inc., 362 U.S. 373, 375 (1960); Bentley v. Tibbala, 223 F. 247, 248 (C.A.2d 1915); Grant v. Kellogg Co., 58 F.Supp. 48, 52 (S.D. N.Y. 1944), aff'd 154 F.2d 59 (C.A. 2d, 1946).
4. Local Landmarks v. Price, 170 F.2d 715, 718 (C.A. 5th, 1948).
5. American Tobacco Co. v. Werckmeister, 207 U.S. 284, 291 (1907); White-Smith Music Pub. Co. v. Apollo, 147 F.226, 227 (C.A. 2d 1906), aff'd 209 U.S. 1, 15 (1908). See also Loew's Inc. v. C.B.S., 131 F.Supp. 165, 173 (1955), aff'd 239 F.2d 532 (C.A. 9th 1956), aff'd by equally divided court, 356 U.S. 43 (1958).
6. Kraft v. Cohen, 117 F.2d 579, 580 (C.A. 3d, 1941); Keene v. Wheatley, 14 Fed.Cas. 180, 185 #7644 (Cir.Ct.Pa. 1920).
7. Fortnightly Corp. v. United Artists Television, Inc., U.S. , 20 L.Ed.2d 1176, 1180 (June 17, 1968). Footnote 8 of the Court's opinion read, in part, as follows:  
8. "'The fundamental [is] that 'use' is not the same thing as 'infringement,' that use short of infringement is to be encouraged . . . ." Kaplan, An Unhurried View of Copyright 57 (1967)."

The Supreme Court has also held that the conditions upon which copyright is granted are wholly within the constitutional power of Congress to prescribe.<sup>8/</sup> The whole history of the copyright law exemplifies the fact that an author has no constitutional property right in or to copyright protection and that such right as an author obtains is a privilege to be granted or withheld by Congress in its discretion. As the House Report on the present copyright law said of copyright rights granted to authors: "... Congress has the power to annex to them such conditions as it deems wise and expedient."<sup>9/</sup> The very first copyright law, enacted in 1790, 1 STAT. p.124, c 15, gave protection only to maps, charts and books, and that only for a 14-year period plus renewal of 14 years. It did not cover periodicals, drawings, works of art, musical composition, dramatic composition--to name but a few. And even the present far more extensive law of 1909 is not all-inclusive and places limits on author's copyright privileges. Congress has limited the number of years during which an author may exercise copyright privileges. Congress has limited the uses to which the copyright owner's copyright privileges attach, i.e., the "for profit" limitation on public performance rights; compulsory licenses; the non-inclusion of "rental rights," to cite but a few. In addition to Congressional limitations of any so-called "property" rights in copyright, the courts have also developed a further limitation through the doctrine of "fair use."

The Register himself has officially rejected this so-called "property" concept of copyright:

"Copyright . . . has certain features of property rights, personal rights and monopoly, but it differs from each of these. The legal principles usually applicable to property <sup>are</sup> not always appropriate for copyright."<sup>10/</sup>

8. Wheaton v. Peters, 8 Pet., 591, 663-4 (1834). See also Application of Cooper, 254 F.2d 611, 616 (C.C.P.A. 1958), cert denied 358 U.S. 840 (1958); Stuff v. La Budde Feed & Grain Co., 42 F. Supp. 493, 496 (E.D. Wis. 1941); See NIMMER ON COPYRIGHTS (1963), p.14.

9. Op. cit., supra n.2, p.9.

10. Register's Report (1961), p.6.

Thus, it is clear that copyright is a privilege conferred by statute and that the conditions, limitations and exemptions upon which such privilege is conferred are wholly within the constitutional power of the Congress to prescribe. Therefore, the provisions of a copyright act depend not upon property rights, but upon public policy.